

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2896 - LUNDI 24 AVRIL 2017

COURSE À L'ÉLYSÉE

Les Français auront
à choisir entre
Emmanuel Macron
et Marine Le Pen

Emmanuel Macron



Marine Le Pen

Le doute est levé, les sondages n'ont pas échoué, les urnes ont parlé. Le second tour de l'élection présidentielle française opposera, le 7 mai, Emmanuel Macron et Marine Le

Pen, les deux candidats arrivés en tête le 23 avril avec respectivement 24.3% et 21.8%. Au total, 47 millions de Français ont accompli leur devoir civique dans 66 546 bureaux

de vote. En raison de sa position, il ne fait pas de doute que le candidat d'« En Marche », Emmanuel Macron soit le mieux placé pour le second tour. [Page 7](#)



Des dizaines de véhicules sont à l'arrêt sur la deuxième sortie nord de Brazzaville crevassée et ensablée à hauteur de l'école de Ngamakosso. La pluie d'hier a ajouté aux difficultés des usagers.

[Page 16](#)

CONFÉRENCE DE PRESSE

Juste Mondélé parle de Ntoumi
et de Claude Ernest Ndalla

Au cours d'une conférence de presse qu'il a animée vendredi à Brazzaville, le conseiller spécial, chef du département politique du chef de l'Etat, Juste Désiré Mondélé, a évoqué la récente attaque des positions de la Force publique par les ninjas nsiloulou de Ntoumi dans le Pool, et la vidéo qui défraie la chronique sur les réseaux sociaux au sujet des déclarations de Claude Ernest Ndalla.

[Page 5](#)

HYDROCARBURES

La 3^e conférence
internationale et
exposition s'ouvre
ce lundi à Brazzaville

« Un environnement favorable des ressources inexploitées, une position stratégique sur l'échiquier pétrolier et gazier mondial », telle est la thématique de la troisième édition de la Conférence internationale et exposition sur les hydrocarbures au Congo (CIEHC) qui s'ouvre aujourd'hui au Palais des congrès.

Cette rencontre qui se tient au moment où le Congo vient de mettre sur pied un nouveau code des hydrocarbures réunira plus de 1000 participants, 36 intervenants et 50 exposants. Elle offrira l'opportunité aux spécialistes des questions pétrolières et gazières d'évoquer les enjeux de ces deux secteurs stratégiques de l'économie mondiale.

LÉGISLATIVES/LOCALES 2017

L'UDH-Yuki prendra part
aux futures élections

Réuni samedi en session inaugurale, le directoire de l'Union des démocrates humanistes (UDH-Yuki) a échangé avec les militants, sympathisants et membres de son bureau exécutif national sur la position du parti prélude à la tenue des élections législatives couplées aux locales.

La rencontre dirigée par le président de cette jeune formation politique, Guy-Brice Parfait Kolélas, a débouché sur une déclaration unanime de l'ensemble des membres de voir le parti prendre une part active aux élections législatives et locales qui pointent à l'horizon.

Par ailleurs, préoccupé par la situation qui

prévaut dans le Pool où une incursion des ninjas du pasteur Ntoumi a causé la mort d'une dizaine de personnes dont des éléments de la Force publique, l'UDH a, par l'entremise de son président, plaidé auprès du chef de l'Etat afin que soit mis un terme à l'insécurité qui règne dans cette partie du pays.

ÉDITORIAL
Poursuivre[Page 2](#)

ÉDITORIAL

Poursuivre

Alors que se préparent les élections générales et locales qui achèveront la mutation institutionnelle de notre jeune démocratie, alors que les candidats aux différents postes électifs affûtent leurs arguments pour convaincre les électeurs le jour venu, alors que les partis politiques planchent assidument de leur côté sur le programme général qu'ils défendront dès l'ouverture de la campagne électorale, il est une règle que tous les acteurs devraient s'imposer : celle de s'engager à poursuivre sans désemparer le travail qui permet au Congo de se reconstruire ces vingt dernières années.

Certes un tel engagement peut sembler fou, irréaliste, décalé par rapport à la réalité dans un moment où les finances publiques peinent à retrouver leur équilibre et où l'austérité s'impose du haut en bas de l'édifice social. Mais le capital constitué grâce à la construction, ou la reconstruction des grands équipements collectifs - routes, autoroutes, ports et aéroports, hôpitaux, centres de santé, écoles et lycées, barrages, réseaux électriques ... - est tel que ne pas l'achever, puis ne pas l'entretenir ferait à terme très rapproché régresser le Congo alors que celui-ci figure désormais en bonne place dans le petit groupe des pays africains les mieux équipés pour émerger.

Même s'ils souffrent dans leur vie quotidienne des tensions financières provoquées par la baisse brutale des prix du baril de pétrole sur les marchés mondiaux les Congolais, où qu'ils vivent, où qu'ils travaillent, savent que la modernisation des grandes infrastructures sur toute l'étendue du territoire national a résolu une grande partie des problèmes apparemment insolubles auxquels ils se heurtaient lorsque débuta ce nouveau millénaire. Même s'ils ne le disent pas ouvertement, ils n'accepteront pas que soit remis en question le programme qui a conduit au désenclavement des départements, qui a doté les villes et les villages des équipements nécessaires pour le développement d'activités créatrices d'emplois durables, qui a instauré l'environnement nécessaire pour la création de richesses individuelles et collectives.

Si les candidats à une fonction élective sont sages ou simplement prudents, ils s'engageront à poursuivre et achever le travail de Titan engagé au sortir des guerres civiles de 1997 et 1998. Simple question de bon sens, n'est-il pas vrai ?

Les Dépêches de Brazzaville

PARLEMENT

Vers la création d'un Front contre la malnutrition



Un atelier de sensibilisation sur les questions d'insécurité alimentaire et la malnutrition regroupant les représentants de l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) et les parlementaires congolais s'est tenu le 21 avril à Brazzaville, dans la perspective de la mise en place d'un Front parlementaire de lutte contre la malnutrition.

Prenant la parole à cette occasion, la représentante de la FAO au Congo, Suze Percy Filippini a placé la rencontre dans le cadre du dialogue. « Nous sommes ici réunis pour dialoguer. Dialoguer autour de la sécurité alimentaire et de la malnutrition qui est un sujet important pour les autorités congolaises. Le plat essentiel est l'échange que nous aurons et je pense que le Congo sera le premier pays d'Afrique centrale à mettre en place d'ici peu, un Front parlementaire pour la lutte contre la malnutrition », a-t-elle dit.

Les participants ont par la suite visionné un film sur les projets menés par la FAO au Congo notamment le projet-manioc dans le cadre du programme Champ-Ecole-Paysan lancé dans quelques départements du Congo parmi lesquels la Bouenza, la Cuvette,

le Pool dans le but de vulgariser cette féculé. Ils ont par la suite suivi un exposé d'un expert de la FAO qui s'est articulé autour de cinq points à savoir, l'importance du partenariat dans le système des Nations unies en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'expert a évoqué la situation alimentaire au Congo caractérisée par un faible niveau de production agricole ainsi que la prévalence de la malnutrition qui a été de 30,5% dans la période de 2014-2016, avant de souligner le rôle des parlementaires dans la lutte contre la faim, dans la promotion et ou la promulgation, dès qu'il convient, des mesures législatives ainsi que la sensibilisation des mandants sur ces questions.

Il a payé pour la mise à la disposition des parlementaires d'un espace dédié au dialogue afin de partager les expé-

riences. « Les parlementaires sont les dépositaires essentiels des engagements politiques », a-t-il indiqué.

Pour sa part, la première secrétaire du bureau du Sénat, Philomène Fouty-Soungou s'est réjoui de la tenue de cette rencontre qui, a-t-elle souligné, permettra de mettre en place un réseau des parlementaires du Congo pour aborder en long et en large ces questions. Quant au partenariat, elle a renchéri que le Parlement congolais pourra travailler avec d'autres plus outillés dans ce domaine à travers le monde.

L'atelier de Brazzaville vient en complément de celui tenu du 12 au 13 mai 2015 à Yaoundé au Cameroun et qui avait regroupé huit pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre dont le Tchad, la RDC, le Mali, le Niger, le Cameroun, le Congo, le Gabon et la Guinée Equatoriale. Les participants de l'atelier de Yaoundé avaient se sont focalisés sur les conséquences de l'insécurité alimentaire et la malnutrition et l'engagement des parlementaires et les médias pour la lutte contre ces fléaux.

Jean Jacques Koubemba

CONVENTION DES PARTIS RÉPUBLICAINS

Nicéphore Fylla Saint Eudes taxé de démissionnaire

Les membres des partis et associations de la Convention des partis républicains (Copar) ont acté le 22 avril à Brazzaville la démission d'Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint Eudes en qualité de président coordinateur de cette plateforme de l'opposition.

Dans une déclaration publiée au cours d'une conférence de presse le 22 avril à Brazzaville, les membres de la Copar reprochent au président coordinateur « l'absentéisme, l'abus de pouvoir et le clientélisme ». « Depuis quelques mois, la Convention des partis républicains vit une situa-

tion ubuesque avec un coordinateur devenu de facto membre de la majorité présidentielle », souligne le texte. Depuis le 30 avril 2016 en effet, le président de la Copar est devenu membre du gouvernement en qualité de ministre de l'Enseignement technique, professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi.

« Devant cette situation chaotique qui bloque le bon fonctionnement de notre plateforme clairement affichée à l'opposition, les partis politiques et associations signataires du protocole du 07 novembre 2015 au Palais des congrès s'étaient réunis pour dénoncer ces pratiques

anti démocratiques », ajoute la déclaration. La direction de ce groupement politique a confié la coordination de la Convention à Michel Mboussi Ngouari, ancien membre du bureau de la Copar, jusqu'à la tenue prochaine de l'assemblée générale du collège des présidents. Il dirigera un bureau de six membres.

Le nouveau coordonnateur a, entre autres missions, de faire renaître un climat de confiance entre les partis et associations membre de la plateforme. Les nouvelles autorités ont pris l'engagement de s'impliquer totalement dans le processus électoral à venir.

Fortuné Ibara

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI : Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Adrienne Londole
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue

Ongagna

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelélé Ngon

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Assistante : Sylvia Adhhas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

DÉPARTEMENT DE LA CUVETTE

Mossaka doté d'un marché moderne

Le ministre de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche, Henri Djombo, a inauguré le 20 avril, le marché moderne de Mossaka centre. Réalisé par le projet de développement agriculture et de réhabilitation des pistes rurales (Pdar), cette infrastructure permettra désormais aux commerçants de cette localité de vendre leurs produits agricoles et halieutiques dans de meilleures conditions.

Construit par la société Oldies Services, ce bâtiment d'un niveau dont le coût global est de 300 millions de FCFA comprend entre autres, 131 étals, 18 boutiques, un magasin de stockage, un bureau pour le régisseur un autre pour le comité du marché puis des latrines. « Nous espérons que le comité de marché sera mis à contribution pour que cet ouvrage soit un modèle de gestion communautaire », a interpellé Henri Djombo.

Contente d'avoir reçu une étale pour vendre ses poissons, Nadine Mazaombé, une commerçante a dit : « Je remercie le Pdar qui a pensé à nous construire un marché. Je suis désormais à l'abri du soleil surtout des pluies qui s'abattent presque tous les jours ».

Notons que dans le but de soutenir les populations dudit district, le Pdar a appuyé plus de six groupements agricoles en mettant en place des microprojets d'agriculture et de pêche. Des formations de renforcement de capacité ont été de même organisées au profit des pêcheurs. Signalons que cette cérémo-

nie d'inauguration avait connu la participation du député de la circonscription de Mossaka I, Raphaël Mokoko et de la présidente du Conseil départemental de la Cuvette.

Une piste agricole réhabilitée à Abala

Après la localité de Mossaka, la délégation du ministère de l'Agriculture et celle du Pdar conduites à cette étape de la mis-

lations de ces différents villages d'évacuer facilement leurs produits agricoles dont le principal est le gnetum africanum communément appelé «Coco», vers les grands centres de consommation. Remerciant le gouvernement pour cette action, le sous-préfet du district d'Abala, Pierre Mbola, a émis le souhait de voir d'autres pistes rurales d'intérêt économique de ce district être réouvertes afin de desservir



Le ministre d'État Henri Djombo coupant le ruban symbolique (DR)

sion, par le directeur de cabinet du ministre de tutelle, Michel Elenga, s'étaient rendus à Abala, dans le département des Plateaux. Ici, les deux délégations ont réceptionné la piste agricole située sur l'axe Itomba-Eboyo 2 réhabilité en trois mois par la société Sarlu, grâce au Pdar. Longue de 28 km, cette piste va désenclaver les villages avoisinants tels Itomba, Ebongo 2, Leboa, Mbangouni, Obemé etc. Elle permettra aussi aux popu-

d'autres zones rurales enclavées. Il s'agit des pistes Abala-Essanga sur 92km, Abala-Akou sur 89 km, Mboué-Abala sur 85km enfin Abala-Ossélé long de 37 km. Créé en 2008 grâce au cofinancement du Congo et de la Banque mondiale, le Pdar se clôture à la fin de ce mois d'avril. En cinq ans de mise en œuvre, ce projet a réhabilité 1331 pistes rurales et construit 41 infrastructures de marchés à travers le pays.

Lopelle Mboussa Gassia

Les agriculteurs invités à produire davantage

Le ministre de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche, Henri Djombo a invité les agriculteurs, éleveurs et pêcheurs de Mossaka à s'impliquer dans leurs activités afin d'amener le Congo à l'auto-suffisance alimentaire.

« Avec la crise économique qui secoue notre économie, le gouvernement sera amené à réduire le coût des importations. La vie deviendra chère et la population cherchera à consommer local. Malheureusement, la production nationale ne répondra pas aux besoins », a indiqué le ministre de l'Agriculture, lors d'une rencontre qu'il avait organisée en marge de l'inauguration du marché de Mossaka, avec ces différents acteurs.

« Nous sommes heureux de savoir que Mossaka s'est lancé aussi dans l'agriculture malgré les inondations. L'Etat va créer les conditions de développement de ces filières. Car, notre but c'est de couper le cordon qui nous relie avec le commerce international », a-t-il rassuré.

« Nous sommes heureux de savoir que Mossaka s'est lancé aussi dans l'agriculture malgré les inondations. L'Etat va créer les conditions de développement de ces filières. Car, notre but c'est de couper le cordon qui nous relie avec le commerce international »

Afin de relever ce défi majeur, une agence de l'élevage et de pêche à Mossaka est en cours de création, a annoncé le ministre. Elle apportera non seulement une assistance technique aux acteurs de ces filières, mais surtout leur faciliter l'accès aux financements auprès des établissements de crédits de leur localité. « Nous sommes en train de travailler avec les bailleurs de fonds internationaux pour trouver la possibilité de mettre à la disposition de ces établissements bancaires l'argent qu'il faut pour qu'ils octroient des crédits aux pêcheurs, aux agriculteurs et aux éleveurs », a conclu

Henri Djombo.

Signalons que les acteurs des filières citées ci-dessus, sont confrontés entre autres, au manque de matériels agricoles, d'aliments de bétail et de poissons ainsi que des moyens financiers et roulants.

Outre les inondations, principales obstacles pour le développement de ces différentes activités, l'apparition des hippopotames le long du fleuve Congo, à 15 km de Mossaka, ne facilite pas non plus le travail des pêcheurs, a-t-on appris.

Avec la chute des cours des matières premières, l'agriculture est devenue un pilier important sur lequel se fonde désormais l'industrialisation du Congo. Ce pays vise à atteindre la sécurité alimentaire et nutritionnelle en 2019.

L.Mb.G.

LE FAIT DU JOUR

Législatives et locales 2017

Entre mises en garde répétées contre les velléités de désobéissance aux règles de discipline régissant les partis et volonté affichée de voler de leurs propres ailes qui s'empare de nombreux prétendants aux élections législatives et locales de cette année, il n'est pas exagéré de dire qu'à quelques mois de ces échéances le torchon brûle. Il brûle d'autant plus que se posera aux formations politiques, sur l'étendue du territoire national, le problème clé du choix des candidats aptes à briguer le siège de député ou de conseiller local.

Ce n'est pas tant qu'il manquerait d'hommes et de femmes dignes de l'investiture. Non, c'est qu'il y en a tellement que pour le cas précis de l'Assemblée nationale, et tenant compte de la convoi-

tise que la fonction de député exerce sur les prétendants (on dit qu'elle devient matériellement intéressante), cent cinquante et un sièges ont l'apparence d'une portion congrue. Il en aurait fallu une bonne dizaine de plus entend-on dire, alors même que l'administration publique semble se faire du souci pour la charge financière supplémentaire à mobiliser suite à l'allongement de la liste des députés.

Comment les partis et coalitions politiques vont-ils s'y prendre dans les jours et les semaines qui viennent ? De quelle marge de manoeuvre disposent-ils alors que les délais se rapprochent inexorablement ?

Autant avoir les pieds sur terre, car quelle que soit l'équité avec laquelle les états-majors politiques

distribueront les macarons à leurs candidats à la députation, il restera nécessairement sur le carreau de braves gens impossibles à aligner au regard des choix qui seront opérés. Cela veut dire qu'en même temps, les partis n'auront pas les moyens suffisants pour empêcher des candidatures solitaires ou indépendantes en leur sein. Le tout sera cependant de savoir quelle attitude adopteront-ils à l'égard de ces « indisciplinés ». Les chasseront-ils de leurs arènes ou leur accorderont-ils le bénéfice de la tolérance capable de servir le parti en cas de report des voix à un éventuel second tour ?

Toutes ces questions pour dire que l'on chemine lentement mais sûrement vers ces moments de stress souvent redoutés par les partis. Il faut pourtant dire, au regard des expériences passées

qu'il est vain de penser que la discipline du parti sera la chose la mieux partagée cette année. Depuis quelques mois, d'ailleurs, comme ils savent le faire, les futurs candidats vont au contact de leurs potentiels électeurs, ils leur apportent de petits présents, articulent des discours qui sont loin d'être anodins dans la perspective des prochains rendez-vous électoraux.

Du Nord au Sud, d'Est en Ouest, nos campagnes notamment reprennent à vivre, un peu de sel, un peu d'huile, un peu de riz, un peu de boissons, un peu de bonnes intentions sont prodigués avec grand soin.

Les législatives et les locales ngôô !!!

Gankama N'Siah

BASSIN DU CONGO

De nouveaux moyens de surveillance des zones protégées transfrontalières

Un atelier d'échange et de formation consacré à la lutte contre le braconnage et le trafic illicite des produits forestiers s'est tenu les 20 et 21 avril, à Brazzaville. Ayant regroupé des acteurs des deux Congo, des experts et partenaires, la rencontre est censée renforcer la coordination en impliquant au mieux la justice et les services de douane, police, gendarmerie... dans les opérations de coup de poing et de patrouilles.

En effet, l'atelier d'échange et de formation s'inscrit dans le cadre du projet Africa Twix, lequel promet la réduction du phénomène de braconnage et le commerce des espèces végétales et animales par une amélioration des échanges d'information à l'aide de l'internet. Malgré les efforts menés à tous les niveaux, le braconnage, le commerce illicite de l'ivoire et d'autres produits forestiers persistent dans la sous-région Afrique centrale, dont la République du Congo et la RD. Congo. Des aires protégées et des zones protégées transfrontalières qui ont été créées par les Etats, avec le soutien des partenaires (WWF, le réseau de surveillance du commerce de

la faune et de la flore sauvages, l'ONUUDC...), demeurent la cible des trafiquants. D'après Pierre Taty, le directeur de cabinet de la ministre de l'Economie forestière, du développement durable et de l'environnement, cette rencontre qui réunit deux des pays exposés au commerce illicite des ressources forestières correspond à la stratégie africaine adoptée en juin 2015 à Johannesburg (Afrique du Sud) consistant à éradiquer le phénomène sur le continent. « En ce qui concerne les deux Congo, il s'agit de gagner le pari d'une meilleure coordination dans l'échange d'information et la collaboration entre les diverses administrations impliquées, notamment la douane,



Photo de famille (DR)

la police, la gendarmerie, l'OIPC Interpol, la justice... », a indiqué Pierre Taty. Hormis cet objectif principal, les parties prenantes du projet Africa-Twix ont convenu sur la nécessité de consolider la sécurité des données ; de mobiliser des partenaires pour un finan-

cement durable des activités du projet ; de poursuivre l'identification des sites critiques pour un meilleur quadrillage du territoire national en termes d'information sur le trafic etc. Le projet Africa-Twix est présent dans cinq pays d'Afrique centrale, à savoir le Cameroun,

la Centrafrique, le Congo, le Gabon et la RD. Congo. Il bénéficie du soutien du Traffic, de l'ONG WWF France, de la coopération allemande GIZ, de la Commission des forêts d'Afrique centrale, ainsi que du département américain à travers l'Usfws.

Fiacre Kombo

AGROFORESTERIE

Lancement des premiers essais et des vergers à graines

Des essais agroforestiers et conservation des ressources génétiques ont été lancés le jeudi 20 avril, à Ignié (Pool), par des autorités de tutelle. Cette expérimentation vise à évaluer l'effet des plantations d'acacias à différents âges et densités sur le développement et la productivité des cacaoyers en sous-étage au Congo.

C'est le ministre congolais de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique Hellot Matson Mampouya et sa collègue de l'Economie forestière, du développement durable et de l'environnement, Rosalie Matondo, qui ont officialisé le jeudi dernier à Ignié (Pool) la mise en œuvre des essais agroforestiers et des vergers à graines de l'Institut de recherche forestière (IRF).

Le site expérimental situé sur le plateau de Mbé ayant servi aux essais, comporte quatre parcelles d'une superficie de 5,5 hectares; d'une parcelle d'essai agroforestier (2,6 hectares) et de trois parcelles de conservation des ressources génétiques de Limba, Grewia et Wengué (2,87 hectares). La parcelle d'essai agroforestier, avec quatre blocs aléatoires complets, est dotée de quatre traitements d'Acacia mangium, de Senna siamea, de Leucaena leucocephala, et d'Acacia auriculiformis. Ce dispositif expérimental vise à évaluer les espèces adaptées aux pratiques agroforestières au Congo ; à améliorer et conserver la fertilité des sols ferrallitiques du pays ; à permettre la sédentarisation des agriculteurs pratiquant l'agriculture



Les ministres procédant lançant le planting (DR)

itinérante sur brulis ; à augmenter la production des cultures vivrières ; et à fournir du bois énergie et du bois de service aux populations. Quant aux trois autres parcelles de conservation d'une densité de 400 plants par hectare, il s'agit non seulement de conserver les ressources génétiques, mais aussi de sélectionner des arbres élites pour la multiplication et la production des clones (doubles). En perspective, des pépinières de recherche vont être installées dans chaque zone de recherche notamment à Ouessou, à Loudima et à Pointe-Noire. « Ce projet permet de

produire des plants forestiers de chaque région et de pouvoir y tester des pratiques agroforestières et de sélectionner des essences forestières adaptées à chaque zone agro-écologique », a indiqué le Dr Jean de Dieu Nzila, directeur général de l'IRF.

Malheureusement, ce projet ne bénéficie pas d'un financement conséquent. En témoigne le plaidoyer mené par le directeur de l'IRF auprès des autorités de tutelle car, a-t-il dit, depuis sa création en 2012 l'Institut œuvre presque sans apports financiers.

F.K.

JTRANSPTS 2017

Le secteur de transport routier a besoin de réformes

Les Journées nationales des transports (JTransports) organisées du 20 au 21 avril, à Brazzaville, se sont achevées avec une note de satisfaction. Le panel d'échange sur le transport routier est l'un de ceux qui ont le plus suscité les réactions des participants, en raison des insuffisances liées au contrôle, à la sécurisation des routes, la gestion et la qualité des services.

Maillon indispensable pour le développement économique, le secteur de transport routier a connu un progrès important au Congo, avec la construction des infrastructures routières. Cependant, le Congo avec ses 3000 km de routes bitumées et 9000 km de tronçons routiers, l'Etat ne bénéficie pas assez des retombées de ces infrastructures en matières de taxes, péage ou toute autre activité dérivée. Au total près de deux cent cinquante mille véhicules sont immatriculés et seulement 56 transporteurs (entreprises de transport) enregistrés au niveau de la direction générale des transports terrestres; nombreux d'entre eux évoluent encore dans l'informel, selon les données de cette direction.

Durant ces assises, les participants ont aussi constaté des faiblesses notamment sur les moyens de sécurisation des routes dont les tracés, d'après leur constat, ne correspondent pas aux normes exigées ; l'absence de données fiables sur les véhicules en circulation dans le pays ; la concurrence déloyale entre les centres de contrôle technique de Brazzaville, etc. Interpellé sur ce dernier point, le directeur général des transports terrestres, Placide Mpan, admet qu'à Brazzaville existe effectivement quatre centres de contrôle technique, mais qu'aucun texte réglementaire ne

place un centre de contrôle technique au-dessus des autres. Il appartient, a-t-il dit, aux autorités policières de veiller au respect de la loi. C'est pourquoi, pour améliorer la qualité de transport des biens et des personnes ainsi que les échanges transfrontaliers des projets de chantiers logistiques sont nés. Les participants ont salué une initiative visant à créer dans les mois ou les années à venir au moins trois ports secs l'un à Pointe-Noire et les deux autres à Dolisie (Niari) et à Ouessou (Sangha).

Ces ports secs, véritable plate-forme logistique et un terminal intermodal directement connecté par route ou par chemin de fer à un port maritime, vont fonctionner comme un centre de transbordement de cargaisons maritimes vers des destinations à l'intérieur des terres.

En outre, le Guichet unique d'opérations transfrontalières (Guot) qui est engagé à doubler sa performance, devait également contribuer à l'amélioration du secteur. Dans cette synergie, les agences du Guot vont continuer leur commerce électronique en assurant les échanges de données relatives aux procédures et formulaires dématérialisés du commerce extérieur.

Un rappel sur les deux journées consacrées aux transports et à la logistique au Congo, qui a mobilisé plusieurs entreprises des sous-secteurs, des logisticiens, des transporteurs (aérien, maritime, CFCO, fluvial et routier) et des responsables politiques. « L'objectif a été atteint », s'est félicité l'initiateur de l'évènement, le directeur général de la Revue des transports, Blaise Pascal Okotaka Ebalé. C'est un pas, conclut-il, promettant d'autres activités qui vont permettre de mieux vulgariser les différents échanges ayant eu lieu lors des deux journées.

F.K.

VIOLENCES DANS LE POOL

Le PCT réclame l'arrestation du pasteur Ntoumi et ses acolytes

Suite aux attaques armées perpétrées la nuit du 17 avril, contre un détachement militaire posté à Moulila, un village proche de Kindamba, par les Ninjas Nsiloulou, tuant plusieurs personnes, le secrétariat permanent du bureau politique du Parti congolais du travail (PCT) a rendu publique, le 19 avril à Brazzaville, une déclaration dans laquelle il invite le gouvernement à mettre hors d'état de nuire le Pasteur Ntoumi et ses éléments.

Dans la nuit du 17 au 18 avril dernier, les Ninjas Nsiloulou, sous le commandement de Frédéric Bintsamou alias Pasteur Ntoumi, ont attaqué un détachement militaire déployé dans la zone. Très active, la réaction de la force publique ne s'est pas fait attendre. Ce qui a déclenché spontanément un vif échange de tirs, qui, d'après le communiqué du PCT, a coûté la vie à plusieurs personnes, tant du côté des assaillants que dans



Serge Michel Odzocki, porte-parole du PCT (DR)

les rangs des éléments de la force publique.

Le communiqué ne précise pas le nombre de personnes tuées, encore moins celui des blessés enregistrés à l'issue de cet accrochage armé, s'indignant toutefois de cette « barbarie récurrente » dans le département du Pool. A cet effet, le PCT interpelle le gouvernement afin qu'il mette tout en œuvre pour barrer définitivement la voie à ces gangsters, qui depuis un an déjà, ne cessent de semer terreur et désolation dans cette partie du pays. « Une fois de plus, sans doute une fois de trop, les bandes armées de monsieur Frédéric Bintsamou alias Pasteur Ntoumi, ont encore endeuillé des familles congolaises. Soucieux du rétablissement de la sécurité et de la quiétude dans le département du Pool, le Parti congolais du travail invite le gouvernement à mettre hors d'état de nuire, le pasteur Ntoumi, ses bandes et leurs commanditaires », souligne la déclaration rendue publique par le porte-parole du PCT, Serge Michel Odzocki.

Rappelons que le 4 avril 2016, les Ninjas Nsiloulou avaient attaqué de manière coordonnée, les quartiers sud de Brazzaville, causant mort d'hommes et brûlant plusieurs édifices publics construits dans cette partie de la capitale. Traqués par la force publique, ces gangs ainsi que leur chef Ntoumi se sont retranchés dans les forêts du Pool-sud. Depuis le tréfonds des collines et forêts où ils ont élu domicile, ces derniers commettent régulièrement des exactions de grande ampleur. Pour tenter de mettre un terme à cette situation, afin de rétablir définitivement la paix et la sécurité dans ce département, un mandat d'arrêt avait été lancé contre le pasteur Ntoumi, leur chef. Hélas, l'homme demeure jusque-là introuvable, en dépit des moyens militaires déployés.

Firmin Oyé

Juste Désiré Mondélé fustige l'attitude du Pasteur Ntoumi

Le conseiller spécial, chef de département politique du chef de l'Etat, Juste Désiré Mondélé était face à la presse le 21 avril à Brazzaville. Les élections de 2017, la récente attaque des positions de la Force publique par les Ninjas Nsiloulou dans le Pool, la vidéo postée sur les réseaux sociaux par Claude Ernest Ndalla et bien d'autres sujets brûlants étaient, entre autres, les points abordés lors de cette rencontre avec la presse.

Juste Désiré Mondélé, a d'entrée de jeu exprimé son indignation face aux actes perpétrés dans le Pool, condamnant de ce fait avec fermeté les agissements du Pasteur Ntoumi et sa bande.

« Je vous fais part de ma détresse, du fait que nos compatriotes sont otages d'un groupe terroriste et continuent malheureusement de subir les affres d'une bande armée, avec à la tête monsieur Frédéric Bintsamou, lui-même récidiviste », a souligné le conseil spécial du chef de l'Etat.

Replaçant la situation du Pool dans son contexte, Juste Désiré Mondélé a souligné que cette nouvelle incursion armée dans ce département est née à l'issue de l'élection présidentielle de 2017, pour laquelle le Pasteur Ntoumi soutenait le candidat Guy Brice Parfait Kolélas, qui du reste avait reconnu la victoire du président Denis Sassou N'Guesso.

Ce verdict des urnes étant mal digéré par Frédéric Bintsamou, le rebelle du Pool et ses gangs estimaient revendiquer cette victoire par le truchement des armes, au point de mener des attaques armées dans les quartiers sud de Brazzaville, avant de se retrancher dans leur Pool natal où ils commettent régulièrement des exactions. « Guy Brice Parfait Kolélas qui monsieur Bintsamou soutenait à l'élection présidentielle avait fait la saisine du



Juste Mondélé, conseiller spécial du chef de l'Etat (photo adiac)

juge électoral qui, du reste, avait tranché. Par la suite, Guy Brice Parfait Kolélas avait reconnu la victoire du président Denis Sassou N'Guesso. D'où vient que monsieur Bintsamou, au nom de la contestation électorale, refuse d'accepter les résultats des urnes au point de replonger tout un département dans ce triste spectacle? », s'est interrogé l'orateur. Donnant son point de vue sur un possible dialogue entre le gouvernement et le pasteur Ntoumi, Juste Mondélé a coupé court : « On ne va pas bis répéter, chaque décennie, appeler monsieur Bintsamou, lui ouvrir un couloir sur Brazzaville pour un dialogue sur l'égide de la communauté internationale, pour lui donner encore des fonctions. Dans le passé, ce problème avait été déjà réglé », a-t-il dit.

Qu'en est-il de la vidéo de Claude Ernest Ndalla ?

Enregistrée et certainement postée par cette figure politique et historique congolaise, jusque-là conseiller spécial du président,

cette vidéo qui fait actuellement le buzz sur les réseaux sociaux, retrace les péripéties de l'assassinat des deux présidents Massamba Débat et Marien Ngouabi ainsi que du cardinal Emile Biayenda.

Dans la même vidéo, Claude Ernest Ndalla, dit Ndalla Graye, donne aussi sa version des faits sur l'affaire des disparus du Beach mais également sur l'historique et interminable guerre du Pool.

Sur la question, Juste Désiré Mondélé s'est dit stupéfait, vu la conviction politique de cet homme, mais n'en revient pas.

« Je ne suis pas sûr que cette vidéo soit authentique, je pense que c'est un tracknat. Même si elle était authentique, c'est pour quelles fins ou dans quel contexte elle a été tournée et diffusée? », s'interroge-t-il.

Parlant des élections qui s'annoncent déjà, le conseiller spécial du chef de l'Etat a fait savoir qu'elles se tiendront sur l'ensemble du territoire national y compris dans le Pool et dans la zone du 4 mars.

F.O.

SNDE

Louis Patrice Ngagnon se réjouit d'une réduction au tiers de la dette

Le directeur général de la Société nationale de distribution d'eau (SNDE) qui dressait, le 20 avril, le point d'exécution des orientations du Conseil d'administration au premier trimestre 2017 a indiqué qu'en dépit des conditions difficiles, la société a remboursé plus de 2 milliards FCFA de dette au titre de crédits amortissables.

L'atelier de restitution des résultats du premier trimestre 2017, conformément aux directives du Conseil d'administration de janvier dernier, s'est déroulé le 20 avril au Centre des métiers de l'eau de Brazzaville. Ainsi, l'occasion a-telle, été donnée à chaque direction de faire son bilan à mi-parcours. La cérémonie présidée par le directeur général de la SNDE, Louis Patrice Ngagnon, a connu la participation des directeurs centraux et départementaux, les chefs

des centres, de réseaux, d'agences et d'usines. « Je suis conscient des conditions de trésorerie dans lesquelles l'exploitation de l'année a commencé et se déroule, mais il faut se rendre à l'évidence, se faire le mental d'évoluer avec une approche d'optimisation des moyens à notre disposition. Les conditions d'il y a dix, cinq ou quatre ans où la subvention et le forfait de consommation de l'Etat tombaient sans faute et voilaient les manques de facturation et de recouvrement, cette époque est à jamais révolue », a laissé entendre le directeur général.

Selon lui, les illusions de cette époque ont conduit la SNDE aux grandes initiatives très enthousiastes empreintes de volontarisme. Il s'agit, entre autres, du recrutement de 411 agents, du non-paiement systématique des cotisations patronales et

bien autres. Ces données constituent, en effet, a-t-il rappelé, un lourd fardeau qui pèse sur l'entreprise comme une chape de plomb. « Certes, les subventions se raréfient, mais avons-nous épuisé les sources ordinaires de recettes à notre portée? C'est avec le peu d'encaissement que la société avance : toujours en mode dégradé, hélas. Mais certaines charges n'attendent pas. Quelle que soit la situation, la société est soumise à des contraintes auxquelles elle a péniblement fait face et continue de faire face ces dernières années », a précisé Louis Patrice Ngagnon.

Des résultats encourageants

Présentant le point d'exécution des orientations du Conseil d'administration au 31 mars 2017, il a indiqué qu'en dépit des conditions difficiles sur le plan national et internatio-

nal, la société a remboursé 2 023 686 903 FCFA au titre de crédits amortissables. En effet, cette dette est passée de 2 milliards 933 millions 686 560 FCFA à 909 millions 999.657 FCFA au 31 mars 2017. « Les salaires ne souffrent d'aucun mois d'arriéré et les cotisations sociales qui s'y rattachent et que la SNDE a accumulées au fil des années fastes malheureusement, sont aujourd'hui payées. Il nous reste à redoubler d'efforts dans le recouvrement des factures distribuées, bien entendu, à les distribuer auparavant », s'est-il réjoui, déplorant le fait que l'entreprise n'avait pas encore fini de distribuer les factures de 2016.

Louis Patrice Ngagnon s'est également félicité du fait que la SNDE ait dépassé le milliard d'encaissement au mois de décembre 2016. Un record inégalé à ce jour, pour cette

société qui célébrera dans quelques semaines son cinquantenaire d'existence. C'est ainsi qu'il a souligné la nécessité de poursuivre cet effort et de faciliter davantage l'exploitation et le paiement des dettes. « Je vous invite une fois encore à chercher à justifier l'atteinte des objectifs, plutôt que de vous préparer à justifier l'échec dans l'inaction. Laissons la recherche inlassable de bouc-émissaires. Préservons notre outil de travail, dénonçons les pratiques honteuses et répréhensibles de diverses intrusions dans le réseau : fermer une vanne pour tenter de créer une pénurie ou une mauvaise desserte est une faute lourde assimilable au sabotage des infrastructures publiques », a-t-il conclu, précisant que tout contrevenant sera traduit devant les juridictions du pays.

Parfait Wilfried Douniama

Paris

Au départ de Brazzaville**

à partir de

482 300

 * FCFA TTC A/R

الخطوط الملكية المغربية
royal air maroc

Les ailes du Maroc



Contactez Royal Air Maroc ou votre agence de voyage

royalairmaroc.com



Call Center 06 628 2828

Rome

Au départ de Brazzaville**

à partir de

591 200

 * FCFA TTC A/R

الخطوط الملكية المغربية
royal air maroc
Les ailes du Maroc

Contactez Royal Air Maroc ou votre agence de voyage



Call Center 06 628 2828

royalairmaroc.com



Beyrouth

Au départ de Brazzaville**



الخطوط الملكية المغربية
royal air maroc
Les ailes du Maroc

Contactez Royal Air Maroc ou votre agence de voyage



Call Center 06 628 2828

royalairmaroc.com



© 2017 Royal Air Maroc. All rights reserved. Paris: © Getty Images. Rome: © Getty Images. Beyrouth: © Getty Images.

CFCO

A la gare de Nkayi, l'herbe a poussé

Le tronçon de voie ferrée qui mène de Loutété à Brazzaville souffre de la paralysie du CFCO.

A la gare de Nkayi, sous le guichet de vente des billets, l'herbe a poussé. Le train ne sifflant plus que dans un sens, dans la direction de Pointe-Noire, ce qui constituait avec le marché le centre de la vie dans la ville surcrière souffre de la folie de Ntoumi dans le Pool. Plus aucun voyageur. Et le vendeur attiré des billets, célèbre pour ses exigences incongrues par les temps de pleine activité (il faut se munir de menue monnaie, sinon il ne rendait pas la différence), n'a plus que le souvenir de ses caprices passés.

Mais la ville n'étouffe pas du fait du ralentissement de l'activité sur la voie ferrée. C'est que, par substitution, la route a pris avantageusement le relais avec une adaptation qui fait le bonheur de certains. De certains seulement. Car les petits artisans de la route, les chauffeurs de taxi collectifs connus jadis pour leur rapidité à rejoindre Brazzaville ou Pointe-Noire dès l'aube, ne sont pas vraiment à la joie. Les affaires ne tournent plus rond. Parce que la beauté de la route rutilante Pointe-Noire - Brazzaville combinée aux folies de Ntoumi sur la voie ferrée ont fait déverser sur ce créneau porteur des transporteurs mieux organisés et aux capacités plus amples. Les bus de grand confort partent désormais de Nkayi et relient Brazzaville ou Pointe-Noire avec plus de souplesse et de sécurité encore que les taxis de naguère qui ne pouvaient transporter que six voyageurs à la fois.

Si le calcul de Ntoumi était dans la paralysie totale du pays, l'affaire est ratée. Sans parler du fait qu'il n'est pas possible de penser que son aventure se prolongera à l'infini et qu'il pourra retrouver une notoriété, à supposer qu'il en ait jamais eue une positive. Sous le guichet de la gare et dans la voie ferrée même, l'herbe a poussé. On espère que ce ne sera pas pour longtemps encore.

Lucien Mpama

FRANCE/PRÉSIDENTIELLE

Duel Macron-Le Pen au second tour

Le centriste pro-européen Emmanuel Macron et la candidate de l'extrême droite anti-Europe Marine Le Pen, arrivés en tête dimanche soir du premier tour de la présidentielle française, s'affronteront lors du second tour, marquant le rejet des partis traditionnels.

Favori de ce duel final, Emmanuel Macron, ancien ministre de l'Économie âgé de 39 ans, arrive en tête devant la cheffe du parti Front national, 48 ans, selon des estimations de trois instituts de sondage.

Le second tour de la présidentielle est prévu le 7 mai avec une prise de fonctions pour cinq ans du nouveau président courant mai. Des législatives sont ensuite programmées en juin.

Lors du premier tour tenu sur fond de menace terroriste, la participation a avoisiné les 70%, un des meilleurs niveaux depuis quarante ans, selon le ministère français de l'Intérieur.

Le niveau de mobilisation des 47 millions d'électeurs était l'une des clés du scrutin, alors qu'un sur quatre se disait encore indécis ces derniers jours.

Trois jours après une attaque revendiquée par le groupe jihadiste Etat islamique sur l'avenue parisienne des Champs-Élysées, qui a coûté la vie à un policier, 50.000 policiers et 7.000 militaires avaient été déployés pour assurer la sécurité du scrutin.

Visée depuis janvier 2015 par une série d'attaques jihadistes qui ont fait 239 morts, la France organisait cette prési-

dentielle pour la première fois sous le régime de l'état d'urgence.

Le président socialiste François Hollande, affaibli par une impopularité record, ne se représentait pas après cinq ans au pouvoir et un bilan critiqué jusque dans son camp, notamment dans la lutte contre le chômage.

La campagne présidentielle française a été riche en coups de théâtre et la plupart des ténors qui occupaient la scène politique depuis des années sont tombés les uns après les autres. Parmi eux, l'ex-président Nicolas Sarkozy et les anciens Premiers ministres conservateur Alain Juppé et socialiste Manuel Valls.

Les débats de fond ont été éclipsés pendant des mois par les affaires touchant notamment François Fillon, exclu du deuxième tour de la présidentielle. Ce dernier avait dévié dans les sondages après la révélation fin janvier de soupçons d'emplois fictifs au Parlement au bénéfice de sa femme et de ses enfants, suivie de son inculpation pour détournement de fonds publics.

A 39 ans, Emmanuel Macron, qui se présentait pour la première fois à une élection, a gagné son pari. Inconnu des Français il y a encore trois ans, il a mené campagne sur une ligne pro-européenne et un programme libéral, tant en économie que sur les questions de société. Ovni de la campagne, cet ancien conseiller de François Hollande puis ex-ministre de l'Économie (2014-2016) a construit la popularité de son mouvement «En Marche!», qui se veut

«et de droite et de gauche», sur le rejet des partis traditionnels et le désir de renouvellement exprimés par les Français.

A 48 ans, Marine Le Pen, présidente du parti Front national, était donnée en tête du scrutin encore récemment par de nombreux instituts de sondage. Elle a semblé profiter de la vague populiste qui a porté Donald Trump à la Maison Blanche et conduit la Grande-Bretagne à voter pour la sortie de l'Union européenne. Celle qui se définit comme une «patriote» veut en finir avec l'euro et la libre circulation dans l'espace européen de Schengen. Elle est visée par une enquête pour des soupçons d'emplois fictifs de collaborateurs de son parti au Parlement européen.

François Fillon, 63 ans, ex-Premier ministre (2007-2012), n'est pas dans le duo de tête. Libéral assumé porteur d'un programme de coupes budgétaires, il avait vu ces derniers mois dans ses déboires judiciaires un «scandale démocratique» et un «complot», voire l'oeuvre d'un «cabinet noir» au sommet de l'Etat décidé à lui nuire.

Autre candidat en échec alors que certains le voyaient au deuxième tour, Jean-Luc Mélenchon, 65 ans, ex-socialiste devenu l'étendard de la gauche radicale sous le slogan de la «France insoumise», était un adepte revendiqué du «parler dru et crû», populiste de gauche pour ses adversaires, défenseur du peuple contre l'oligarchie pour ses partisans.

AFP

NATIONS UNIES

La Camerounaise Vera Songwe, nommée secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Afrique

Agée de 42 ans, l'économiste camerounaise Vera Songwe a été nommée par le secrétaire général des Nations unies comme secrétaire exécutive de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA). Cette femme siège au Conseil d'administration de la Fondation Tony Elumelu et distille ses analyses à la Brookings Institution. Elle fait également partie du puissant réseau African Leadership Network (ALN).



Vera Songwe (DR)

Vera Songwe est la première femme à occuper le poste de secrétaire exécutif à la CEA, en remplacement du Bisau-guinéen, Carlos Lopes, démissionnaire. Elle quitte le groupe de la Banque mondiale (BM) où elle vient de passer 19 ans. Depuis 2015, Vera Songwe est représentante-résidente de la Société financière internationale (SFI), une filiale de la BM spécialisée dans le financement du secteur privé.

Auparavant, entre 2011 et 2015, elle a été la directrice des opérations de la BM au Sénégal, au Cap-Vert, en Gambie, Guinée-Bissau et Mauritanie.

En 2014, Vera Songwe a fait partie des 200 jeunes leaders économiques africains distingués par l'Institut Choiseul, un think-tank français qui établit une sélection et un classement de jeunes africains de 40 ans maximum, appelés à jouer un rôle majeur dans le développement économique du continent dans un avenir proche. Des points étaient attribués en fonction de l'image et de la réputation ; du parcours et des compétences; du pouvoir

et de la fonction; de l'influence et des réseaux ; du potentiel et du leadership.

Alors qu'elle inaugurait le centre africain d'excellence en mathématiques et informatique à l'Université Gaston Berger de Saint Louis et en santé de la mère et de l'enfant à la faculté de médecine de l'Ucad au Sénégal, en juillet 2014, Vera Songwe a parlé de « catastrophe silencieuse », et de « chiffres insoutenables » sur la mortalité maternelle et in-

fantile. Près de 400 femmes sur 10 000 meurent, chaque année, en donnant naissance alors que 72 enfants sur 1000 n'atteindront pas l'âge de 5 ans.

Vera Songwe parlait d'urgence en matière de recherche dans le secteur de la santé, « compte tenu des mauvais résultats enregistrés ». « Je crois que ces chiffres sont inacceptables en 2014 et nous espérons qu'avec ce centre nous parviendrons à les réduire », avait-elle déclaré. Ajoutant : « Il est important et crucial d'atténuer cette catastrophe silencieuse qu'est la mortalité infantile qui est un des OMD [Objectifs du millénaire pour le développement] en Afrique que nous n'atteindrons pas. »

Lucide, consciente de l'ampleur de la tâche qui l'attend, la nouvelle secrétaire exécutive de la CEA a souvent dit : « En Afrique, il faut toujours en faire plus : nous avons un retard à rattraper. Mon objectif premier est d'aider l'équipe à répondre rapidement aux besoins formulés ». Elle fi-

gurait parmi les 25 Africains « à suivre », selon le Financial Times. Vera Songwe peut être satisfaite de son séjour professionnel. Le Sénégal et la Mauritanie, deux pays dont elle avait la direction, figurent dans le top 10 des pays réformateurs du rapport « Doing Business ».

Fille de médecin, ancienne élève du Our Ladies of Lourdes College à Bamenda, dans la partie anglophone du Cameroun. Avant ses trois ans à l'université de Michigan aux Etats-Unis et avant de devenir Professeur invité, à l'université de Californie du Sud, Vera Songwe est détentrice d'un doctorat en économie mathématique de l'université de Louvain-la-Neuve en Belgique. Elle entre à la BM en 1998 et collabore avec Ngozi Okonjo-Iweala, ancienne directrice générale de la BM et ancienne ministre des Finances au Nigéria. Pour Vera Songwe, le développement relève de la volonté politique, du leadership et d'une équipe.

Noël Ndong



Bisengo ya FIBRE OPTIQUE!



ZONES DEJA COUVERTES

Centre-ville
Plateau des 15 ans
OCH
Mpila

Moungali
Ouenzé
Moukondo
Mikalou

Diata (Ortom)
Bacongo (Case de Gaulle)

A chaque ménage sa fibre!

ITALIE

Possible rencontre pape François-Donald Trump au Vatican ?

Les deux hautes personnalités ne s'apprécient sans doute pas au-delà de la courtoisie de convenance mais pourraient se rencontrer fin mai prochain.

Aussi bien à la Maison Blanche, qui a donné l'information au conditionnel qu'au Vatican, l'hypothèse d'un entretien entre les deux hautes personnalités est envisagée mais avec prudence. Certes, le chef de l'Église catholique est coutumier des audiences aux présidents des États-Unis d'Amérique, tous protestants, qu'ils soient en majorité. M. Barak Obama, pour ne se limiter qu'au dernier chef de la Maison Blanche avant M. Trump, avait rencontré pour la première fois, le pape François, au Vatican, en 2014. C'est-à-dire moins d'un an après l'avènement de ce Souverain pontife d'origine argentine.

Mais l'entente entre les deux hommes s'était renforcée ensuite, accélérant des processus figés depuis des années, à l'exemple de la reprise des relations des USA avec Cuba restés en froid diplomatique pendant 50 ans. A l'exemple aussi de l'abandon progressif des sanctions américaines contre l'Iran ostracisé pour ses velléités de puissance nucléaire. A l'exemple également de la fin de la guérilla en Colombie. Sur tous ces dossiers, l'entente entre Barak Obama et le pape argentin avait été fondamentale.

Cette complicité s'est donnée à voir lorsque, en septembre 2015,



Pape François et le président Donald Trump (DR)

le premier couple présidentiel noir de l'histoire américaine, Michelle et Barak Obama, avait accueilli à la Maison Blanche le Souverain Pontife dans une atmosphère de visible cordialité et de détente. Quelques heures plus tard, devant le Congrès, le pape François avait fait un clin d'œil appuyé à son hôte invitant le président démocrate au courage, parce que « nous sommes tous deux américains ». C'est-à-dire, ressur-

tissant d'un même continent où des nations se sont bâties sur des réalités cosmopolites, et portées

quants aux USA tout en siphonnant le travail des Américains par des délocalisations déloyales. Le

François, fils d'immigrés italiens en Argentine, a poursuivi sur tous les tons son appel à ne pas se fermer aux immigrés porteurs d'une humanité. Y aura-t-il une synthèse possible ? « Nous prendrons contact avec le Vatican pour voir si une audience avec le pape peut être organisée », a déclaré Sean Spicer, porte-parole de l'exécutif américain. Le président Trump vient prendre part en Italie au sommet des dirigeants des pays du G7, qui aura lieu les 26 et 27 mai à Taormina, en Sicile.

De son côté, le Vatican a fait savoir que les portes du pape restaient ouvertes à tous. Le porte-parole (américain !) du Saint-Siège, Greg Burke, a précisé : « Nous n'avions reçu aucune demande officielle d'audience à la fin de la semaine dernière mais une telle demande serait bien-sûr bienvenue ». Protocole de courtoisie assurée donc, apparemment, mais de garantie sur la cordialité. « Une personne qui veut construire des murs et non des ponts n'est pas chrétienne », avait dit le pape de Donald Trump. Celui-ci avait rétorqué : « Le pape n'a entendu qu'une version de l'histoire, il n'a pas vu la criminalité, le trafic de drogues et l'impact économique négatif que les politiques actuelles (du Mexique) ont sur les États-Unis ».

Lucien Mpama

Le programme des immigrants investisseurs du Québec: immigrer au Canada rapidement et en toute sécurité

L'un des programmes d'immigration les plus populaires et abordables chez un pays du G7 est ouvert aux francophones. Bonne nouvelle : encore cette année, ceux-ci bénéficient d'un traitement prioritaire. Si vous disposez d'avoirs bancaires, de propriétés immobilières ou de placements qui, en totalité, équivalent à au moins 1,6 million de dollars canadiens (environ 1,2 millions de dollars américains) et que vous avez une expérience en gestion, ce programme d'immigration au Canada est probablement la meilleure solution pour vous.

« Il y a quelques années, le gouvernement avait doublé l'avoir net et l'investissement requis pour accéder au programme. Nous pensions que celui-ci allait subir le même sort cette année, mais heureusement, les conditions d'accès resteront les mêmes pour les prochains mois », souligne Me Francis Tourigny, président de Exeo une firme d'avocats basée à Montréal spécialisée dans l'immigration de gens d'affaires au Canada et aux États-Unis.

Ce programme d'immigration permet ultimement de profiter de tous les avantages qu'offre le Canada : système de santé universel, accès au système d'éducation à moindre coût, protection sociale et bien sûr, possibilité d'obtenir le passeport canadien après un certain temps. De plus, ceux qui peuvent démontrer un niveau intermédiaire en français parlé ou écrit sont admissibles au traitement prioritaire de leur demande.

Quel est l'investissement requis ?

Contrairement à plusieurs programmes d'immigration d'affaires dans le monde, le programme des immigrants investisseurs du Québec ne requiert pas que vous investissiez dans une entreprise ou dans l'immobilier (quoique vous pouvez évidemment le faire si vous le souhaitez). Plutôt, le seul investissement requis est un placement garanti de

800,000 dollars canadiens pendant cinq ans au Québec. Cet argent est alors prêté au gouvernement québécois et vous sera retourné cinq ans plus tard et ce, sans intérêts. Ainsi, le réel coût de votre résidence permanente se résume à l'intérêt perdu sur ce montant pendant cinq ans. Une solution intéressante, puisque le gouvernement du Québec garantit lui-même le remboursement de votre argent.

Difficile de se départir d'autant de liquidités pendant cinq ans ? Aucun problème. Puisque le placement de 800,000 dollars est garanti par l'État, il est aussi possible de financer votre investissement. Le coût total du financement de ce placement se limite à 220,000 dollars canadiens et vous permet de préserver ainsi un maximum de liquidités pour faire ce que vous souhaitez : acheter une maison, envoyer vos enfants à l'école au Canada, investir pour l'avenir. Marc-André Séguin, co-fondateur d'Exeo Avocats, pense qu'après plus de 25 années d'existence du programme, celui-ci tire probablement à sa fin : « Nous anticipons encore cette année une grande demande pour ce programme qui en est peut-être à sa dernière année d'existence dans sa forme actuelle. Si vous êtes intéressé, il n'y a pas de meilleur moment pour soumettre une demande ».

Le programme des immigrants investisseurs : trois critères

- 1,6 millions \$ CAD en avoirs nets
- 2 ans d'expérience en gestion
- Placement garanti financé à 220,000 \$ CAD

Pour plus de renseignements, veuillez contacter Me Francis Tourigny ou Me Marc-André Séguin au 001 514-657-2325 ou en écrire au info@exeo.ca

Exeo Avocats

CHRONIQUE

Journée internationale de la danse

La danse est l'action ou la façon de danser, dans l'exécution de mouvements au rythme de la musique par laquelle nous laissons percevoir à travers ces mouvements de notre corps, nos sentiments et nos émotions. Il faut aussi retenir que la danse, dont on peut également retenir la mimique et le chant comme facteurs intégrants, fut l'une des premières manifestations artistiques de l'histoire de l'humanité.

La danse est aussi définie par le Larousse comme cet Art de s'exprimer en interprétant des compositions chorégraphiques ; activité qui s'y rapporte : Cours de danse classique, c'est une suite rythmée et harmonieuse de gestes et de pas : Elle exécute quelques pas de danse, suite de gestes et de pas définie par le rythme du support musical sur lequel on l'exécute, plus ou moins codifiée, et qui se pratique en couple ou en groupe : La valse, le tango, le rock sont des danses.

Ces différentes définitions et considérations pour cette forme d'expression corporelle ont sans doute concouru à l'aboutissement et la consécration que d'aucuns qualifieront de tardifs, de la journée internationale de la danse, célébrée par l'humanité tous les 29 avril de chaque année depuis 1982.

En effet, le Comité de Danse International (CDI, en relation avec l'Unesco) a institué cette Journée internationale en 1982 et la date du 29 avril a été choisie dans le double but de célébrer la danse bien entendu mais aussi commémorer l'anniversaire de Jean-Georges Noverre (1727-1810), créateur du ballet moderne et chorégraphe notoire initiateur d'importantes réformes dans la production des ballets.

Les objectifs de cette journée internationale et la tradition d'un message par une célébrité mondiale de la danse, sont de réunir le monde de la danse, de rendre hommage à la danse, de célébrer son universalité et de rassembler l'humanité tout entière autour des vertus d'amitié et de paix par ce langage résolument universel qu'est la Paix.

Cette Journée internationale propose des programmes alléchants à l'image de l'an dernier à la Grande Halle et Parc de la Villette Paris ou s'était produit le chorégraphe Lemi Ponifasio de la Compagnie de l'Académie de Shanghai, qui tire son inspiration des cultures autochtones du Pacifique et dont les spectacles mêlent cérémonies traditionnelles, performance, danse et théâtre contemporains.

Au programme de l'Unesco cette année, les ballets juniors d'Annecy (une des compagnies juniors les plus demandées et les plus talentueuses de France, d'après les organisateurs) et de Cannes (qui forme depuis plus de 30 ans les nouveaux talents des scènes françaises et internationales) ainsi que la compagnie BeaverDam, primée dans de nombreux festivals en France et à l'international.

On nous promet ainsi, un spectacle mettant en avant classique, jazz et contemporain avec des compagnies de haut vol. Également à l'affiche, La danse au pluriel, l'association de promotion de la danse qui organise cette année sa 3e édition sur tout le sud de la France dans le but de mettre en lien, danseurs amateurs du département et de la région et professionnels venant de compagnies d'un peu partout de l'Hexagone. Bonne fête de la danse à tous.

Ferréol GASSACKYS

DISTINCTION

Le prix Unesco pour la paix 2017 attribué à la maire de Lampedusa !

C'est l'ancien président mozambicain, Joaquim Chissano, qui a annoncé l'assignation de ce prix à Giuseppina Nicolini.

Rarement un prix international aura été aussi justement mérité que le "Prix Félix Houphouët Boigny de l'Unesco pour la recherche de la paix" à l'Italienne Giuseppina Nicolini, la maire intrépide de Lampedusa. Ce port est devenu le symbole de tous les drames de l'immigration. Petit port du sud de l'Italie, Lampedusa est la destination que choisissent les milliers de migrants qui quittent les côtes libyennes dans leur tentative de gagner l'Europe. Et de ce fait, Lampedusa est devenue aussi leur cimetière incontesté quoique restant le premier point de contact avec l'Europe pour les survivants à la traversée. Le président du jury du prix de l'Unesco, l'ancien président du Mozambique, a expliqué que l'organisation « a estimé que les réfugiés et les migrants constituent une des principales problématiques

actuelles, notamment en Méditerranée où environ 13.000 hommes, femmes et enfants ont péri depuis 2013 ». C'est pourquoi Mme Giuseppina Nicolini (maire de Lampedusa depuis 2012) et l'ONG SOS Méditerranée ont été récompensées « pour leur travail pour sauver la vie des migrants et des réfugiés et aussi pour les accueillir dans la dignité ».

Il est un fait que l'action intrépide de ce petit bout de femme a permis de garder son caractère pittoresque à Lampedusa, destination des touristes et... terre de nidification pour de nombreux oiseaux migrateurs ! Les deux réalités ne font vraiment pas bon ménage avec les tumultes d'une immigration devenue un repoussoir politique en Europe. Où les immigrés, les touristes ne vont pas. Et pourtant Mme Nicolini a réussi le tour de forcer de mener de deux fronts deux réalités humaines qu'elles considèrent la caractéristique du monde contemporain. Depuis son élection à la mairie de Lampedusa, Giuseppina Nicolini « a fait preuve

d'une humanité sans bornes et d'un indéfectible engagement dans la gestion de la crise migratoire et l'insertion des milliers de migrants arrivant sur les côtes de Lampedusa et partout en Italie ». De son côté, SOS Méditerranée « est une organisation européenne qui œuvre au secours des personnes en détresse en Méditerranée. Depuis le lancement de son opération de sauvetage en février 2016, elle a sauvé plus de 11.000 vies », explique l'Unesco.

A rappeler que le prix Félix Houphouët-Boigny, du nom de l'ancien président de la Côte d'Ivoire décédé en 1993, a été créé en 1989. Il est décerné tous les ans par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco). Parmi ses lauréats, figurent: le président français François Hollande; les Sud-africains Nelson Mandela et Frederik W. De Klerk; les Israéliens Yitzhak Rabin, Shimon Peres et le Palestinien Yasser Arafat, ou encore le président sénégalais Abdoulaye Wade.

Lucien Mpama

Célébration de la Journée mondiale du livre et du droit d'auteur, « Lire l'Afrique »

En célébrant cette journée, l'Unesco cherche à promouvoir la lecture, l'industrie éditoriale et la protection du droit d'auteur. Au cours de ces festivités au siège onusien de Paris, sont programmés artistes et écrivains congolais.

La Journée mondiale du livre et du droit d'auteur est célébrée chaque année le 23 avril, date anniversaire de la mort de William Shakespeare et de Miguel de Cervantès. Maisons d'édition, librairies, bibliothèques, instituts culturels et associations d'auteurs se mobilisent aux quatre coins du monde pour promouvoir, à cette occasion la lecture, l'industrie éditoriale et la protection de la propriété intellectuelle. Cette année, la Journée est consacrée aux personnes aveugles ou souffrant d'une déficience visuelle, pour lesquelles la difficulté d'accès aux livres et autres matériels imprimés constitue un obstacle à leur par-

ticipation pleine et entière à la société. Selon l'Union mondiale des aveugles (UMA), sur les millions de livres édités dans le monde chaque année, moins de 10% sont publiés dans des formats qui leur sont accessibles. Un taux qui chute à 1% dans les pays en développement.

« La Journée mondiale du livre et du droit d'auteur est l'occasion de mettre en avant le pouvoir qu'ont les livres de promouvoir notre vision de sociétés du savoir inclusives, pluralistes, équitables, ouvertes et participatives pour tous les citoyens. » déclare Irina Bokova, directrice générale de l'Unesco, dans son message à l'occasion de la Journée mondiale du livre et du droit d'auteur.

Dimanche 23 avril marque également le début du mandat (2017-2018) de Conakry (République de Guinée), ville nommée capitale mondiale du livre 2017. Conakry a été choisie par l'Unesco et ses partenaires « à la lumière de la qualité et de la diversité de son programme » en particu-

lier « pour l'attention accordée à l'implication des communautés » ainsi que « pour son budget maîtrisé et ses objectifs de développement qui mettent l'accent sur les jeunes et l'alphabetisation ».

La ville de Conakry et tout le continent africain seront à l'honneur lors de la célébration de la Journée au siège de l'Unesco, à Paris, le lundi 24 avril de 13h à 17h30, dans le but de promouvoir la littérature africaine. De nombreux ateliers, activités, club de lecture, spectacles musicaux, tables rondes en présence d'auteurs africains sont prévus. Parmi les programmations, les prestations de Helmie Bellini accompagnée des artistes « slameuses » Ella Kinzonzi et Harmonie Dode ; une table ronde avec les écrivains congolais Jussy Kiyindou et Yves Berthrand Nguyen Matoko ou l'atelier animé par Alpha Mobé sur la découverte de cinq langues africaines : le lingala, swahili, kikongo, tshiluba et le lari.

Marie Alfred Ngoma

SIAT

Société anonyme à Conseil d'Administration au capital de 1.550.000.000 F CFA
Siège social : BRAZZAVILLE (CONGO) BP 50
RCCM BRAZZAVILLE N°CG/BZV/07 B 342

AVIS DE CONVOCATION

Les Actionnaires de la SIAT sont convoqués à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le MARDI 09 MAI 2017 A 11 HEURES, à l'Agence de Pointe-Noire (15 avenue Raymond Poincaré), à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Lecture du rapport du Conseil d'Administration et du rapport général du Commissaire aux Comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2016 et approbation des comptes dudit exercice.
2. Lecture et approbation du rapport spécial du Commissaire aux Comptes.
3. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2016.
4. Fixation des indemnités de fonction du Conseil d'Administration pour l'exercice 2017.
5. Fin de mandat d'un Administrateur - Examen du renouvellement.
6. Ratification de la cooptation d'un nouvel Administrateur.
7. Pouvoirs à conférer.

Conformément à la Loi, les rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes, le bilan et le compte de résultat ainsi que les résolutions qui seront soumises à votre appréciation sont tenus à votre disposition au Siège Social.

Dans l'hypothèse où vous ne pourriez pas assister à cette Assemblée, vous avez la possibilité de vous y faire représenter. Un modèle de pouvoir est à votre disposition sur simple demande de votre part.

Le Conseil d'Administration

NÉCROLOGIE



La famille Okoua-Awassa informe les parents, amis et connaissances le décès de leur fille, mère, tante et grand-mère, Alphonsine Oba, agent retraitée de l'hôpital de Talangai, survenu le 18 avril 2017 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n°44 de la rue Ngania Talangai-Mikalou (arrêt coordonnier).

La date des obsèques vous sera communiquée ultérieurement.

La famille



#DestinationCongo

1^{er} MAI FÊTE DU TRAVAIL

BUFFET

Assortiment de crudités (carottes râpées, tomates, concombres, poivrons) avec leurs sauces
Salade de pommes de terre au thon et oeufs durs · Salade de poulet au curry, raisins secs et ananas

Cuisses de poulet frit · Poisson salé aux aubergines · Boeuf Bourguignon
Maboké aux Mabongo · Saka saka aux poissons fumés

Assiette de fruits coupés · Assortiment de pâtisseries

Accompagnements

Riz blanc parfumé à la coriandre · Patates douces rôties avec une touche de piment doux
Banane plantain · Pain de manioc ou mougouélé

Eau minérale à volonté et deux boissons locales par personne (alcoolisées ou non)

AMBIANCE MUSICALE

Freddy Mabanza et son Orchestre vous feront danser de 13h à 17h sur les rythmes de votre choix

27 000 FCFA / PERSONNE · 15H-20H

Pour toute réservation, veuillez contacter Christophe Casamatta au (+242) 056 048 035



PEFACO HOTEL MAYA MAYA

AÉROPORT INTERNATIONAL DE BRAZZAVILLE

★★★★★

ENJEUX POLITIQUES

La Cénco appelle à la mise en œuvre intégrale de l'accord de la St Sylvestre

Pour le clergé catholique, la nomination de Bruno Tshibala « constitue une entorse à l'Accord de la saint sylvestre et explique la persistance de la crise ».

Après avoir observé un moment de répit et transmis au chef de l'Etat les conclusions de la mission de bons offices qu'il leur avait confié dans le cadre de négociations directes Opposition-Majorité, le clergé catholique est finalement sorti de son mutisme le vendredi 21 avril pour commenter sur l'actualité politique. Devant la presse, le secrétaire général de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cénco) a jugé irrégulière la nomination du Premier ministre Bruno Tshibala qui, d'après le clergé catholique, « constitue une entorse à l'Accord de la saint sylvestre et explique la persistance de la crise ». La Cénco, a-t-il indiqué, déplore que les consultations entre le chef de l'Etat et le chef de délégation du Rassemblement aux négociations au terme desquelles allait être nommé le Premier ministre n'aient pas eu lieu. Et de s'indigner que malgré cela, un Premier ministre ait été nommé. Une décision qui tend à « sortir du compromis politique convenu entre les parties prenantes » et qui violerait l'accord de la Saint Sylvestre. Une situation qui, comme l'a déclaré l'abbé Sholé, fait courir au pays le risque de retarder davantage la tenue de la présidentielle prévue au plus tard en décembre 2017.

Aussi pour sauver les meubles et remettre le pays sur la voie de la normalité, la Cénco appelle à la mise en œuvre intégrale de cet accord conclu sous son égide pour la gestion consensuelle du pays après le 19 décembre 2016, date marquant la fin du second et dernier mandat du président Joseph Kabila. Pour ce faire, les évêques estiment qu'il est urgent de hâter la signature de l'arrangement particulier qui fixe les modalités d'application de cet accord. À ce propos, Lambert Mende Omalanga, un des cadres de la Majorité a vite réagi en déclarant que logiquement, il n'y avait plus de problème qui



Des évêques membres de la Cénco

puisse être considéré comme non résolu par le fait qu'il n'y a pas d'arrangement particulier. « L'Accord seul vaut tout et que l'arrangement particulier n'est rien », a déclaré le porte-parole sortant du

gouvernement pour qui l'accord est sécurisé par la Constitution et qu'il peut être mis en application sans l'arrangement particulier.

Concernant l'autre point resté en suspens, à savoir la présidence du Conseil national de suivi de l'accord (CNSA), la Cénco a déclaré s'en tenir à l'esprit et à la lettre de l'accord du 31 décembre qui dispose que cette nouvelle structure d'appui à la démocratie soit dirigé par le président du Conseil de sages du Rassemblement. Rappelant le contenu de l'Accord, l'abbé Sholé a indiqué que cet arrangement qui exigeait que le Premier ministre provienne du Rassemblement était une proposition de la médiation, avec cette particularité qu'il devrait faire l'objet d'un consensus. Par ailleurs, la Cénco a déploré une certaine léthargie dans l'application des mesures de décriminalisation en faisant remarquer qu'en dehors des prisonniers politiques et d'opinion déjà libérés, d'autres cas n'ont pas encore été résolus et sont toujours en attente d'un éventuel règlement, en particulier ceux du bâtonnier Jean-Claude Muyambo et de l'ex-gouverneur du Katanga Moïse Katumbi aujourd'hui exilé en Europe.

Alain Diasso

INSÉCURITÉ À BUKAVU

Le meurtre du gynécologue Gildo Byamungu durement ressenti par la corporation

À l'appel de l'Ordre des médecins et du Syndicat national des médecins du Nord-Kivu, des centaines de personnes dont des médecins, des professionnels de la santé et des acteurs de la société civile ont participé le 19 avril à Bukavu à une marche de protestation contre l'assassinat du gynécologue Gildo Byamungu, un proche du docteur Denis Mukwege.

L'assassinat à Bukavu le vendredi 14 avril à l'hôpital de référence d'Uvira où il avait été admis, du gynécologue Gildo Byamungu, un proche du docteur Mukwege, a jeté dans l'émoi une population qui, depuis quelques temps, vit dans la terreur et dans l'insécurité. Après avoir été blessé quelques heures plus tôt par balles par des bandits dans son domicile, Gildo Byamungu a été achevé par ses bourreaux qui étaient à ses trousses. Une situation qui a jeté le trouble dans les esprits au point de pousser l'Ordre des médecins ainsi que le syndicat national des médecins du Nord-Kivu à initier une marche pacifique pour dénoncer le climat d'insécurité qui prévaut dans la province. Ils étaient plusieurs, ou mieux, des centaines à avoir répondu le 19 avril à l'appel de ces deux structures avec, au premier plan, des médecins, des professionnels de la santé et des acteurs de la société civile accompagnés dans leur itinérance par la population. Sous escorte policière, les manifestants sont partis de la place Munzihirwa à Nyawera (Bukavu) et ont arpenté les rues de la ville avec pour point de chute, le cabinet du gouverneur de province où un mémorandum avait été remis à l'autorité provinciale.

D'après des sources locales, la tension était vive parmi les manifestants qui tenaient à exprimer

leur ras-le bol face à la recrudescence de l'insécurité. « Plus jamais ça », « Non à l'insécurité », « Non aux tueries ciblées et aux assassinats » etc, des slogans évocateurs qui trahissaient dans le chef de la population un sentiment d'abandon parce que non protégée par ceux qui sont habilités à lui garantir la sécurité. Alors que les autorités policières allèguent que la victime avait été la cible d'attaques à caractère tribalo-ethnique dans la région d'Uvira, l'opinion locale reste convaincue qu'il s'agit là d'un meurtre prémédité.

Le gynécologue Denis Mukwege qui avait pris part à la marche a confirmé que son collègue vivait dans la hantise d'une mort programmée étant donné qu'il avait échappé à une première tentative d'assassinat à son domicile. Il l'avait d'ailleurs vu pour la dernière fois, la veille de son assassinat. Le récit du célèbre docteur est simplement poignant : « On était dans une formation. On a parlé du manque de sécurité. Et là, le docteur Gildo Byamungu a exprimé sa crainte par rapport à sa sécurité puisqu'il subissait des menaces de mort. Et donc il avait peur, surtout qu'il était déjà traqué par des hommes en armes. On a discuté de son cas, il avait vraiment pressenti qu'il n'était pas en sécurité. Malheureusement, la nuit qui a suivi, le pire est arrivé », a témoigné le docteur Mukwege.

Par ailleurs, un communiqué de la police publié à l'issue de la marche a annoncé l'arrestation d'un suspect à Uvira dans le cadre de l'enquête ouverte pour établir les responsabilités dans cette affaire de meurtre. Dans leur mémo, les manifestants ont exigé une enquête « sérieuse » pour déterminer les mobiles et les auteurs du meurtre du gynécologue.

A.D.

VIOLENCES

Plus d'un million de déplacés recensés dans les Kasai

Un afflux impressionnant de personnes ayant fui les violences dans les Kasai est venu grossir les rangs des deux millions de déplacés présents dans le pays.

Le problème des déplacés à l'intérieur de la RDC continue à se poser avec acuité. Alors que les dernières statistiques faisaient état d'environ deux millions de déplacés internes répartis entre le Nord-Kivu, le Sud-Kivu, l'Ituri (est) et le Tanganyika au sud-est, cette fois-ci il faudrait également prendre en compte les récents déplacés du Kasai. Ces derniers ont fui les accrochages entre les Forces armées de la RDC (FARDC) et les groupes armés ou entre groupes armés qui s'affrontent, depuis septembre 2016, dans ces points chauds. Le bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha), qui a fait l'état de lieux de la question le vendredi 21 avril, a indiqué que la barre du million de personnes déplacées avait été franchie ce mois-ci. « Nous avons recensé plus d'un million de personnes à travers cinq provinces : Kasai, Kasai-Oriental, Kasai-Central, Sankuru et Lomani », indique Yvon Edoumou, porte-parole d'Ocha en RDC. Mathématiquement, la RDC compterait à ce jour un peu plus de trois millions de personnes déplacées, les deux millions présents dans le pays et ceux du Kasai pris en compte. Pour faire face à cette

urgence humanitaire, une quarantaine d'organisations humanitaires locales et internationales assistent ces déplacés au nombre desquels se retrouvent beaucoup de femmes et d'enfants dont certains ne vont plus à l'école. Éparpillés dans la brousse, ces déplacés se débrouillent comme ils peuvent pour trouver les moyens de subsistance.

Avec un peu plus de chance, certains sont pris en charge par des familles d'accueil tandis que la plupart se réfugient dans la brousse. Ce qui pose un énorme problème de logistique pour les organisations humanitaires parce que c'est tout un travail que d'aller retrouver ces personnes, d'aller faire l'état de leurs besoins. C'est donc un gros défi logistique que ce soit du côté des Nations unies ou des ONG nationales et internationales qui opèrent dans la zone.

Rappelons que les violences aux Kasai ont causé la mort de centaines de personnes depuis septembre 2016, dont deux experts de l'ONU missionnés pour enquêter dans la région. Dans cette zone de turbulence, l'ONU a déclaré mercredi avoir documenté un total de quarante fosses communes depuis le début des violences, preuve du degré de cruautés enregistrées dans cette partie de la République.

A.D.

PRESSION SUR LE SYSTÈME FINANCIER

L'Est gronde

Mercredi restera une journée mémorable pour les habitants de Goma, au Nord-Kivu, qui ont décidé d'exprimer leur colère en organisant un sit-in devant le siège local de la Banque centrale du Congo (BCC). Au départ, il s'agissait d'un mouvement organisé par l'organisation citoyenne Lucha dont 17 membres sont interpellés à l'heure actuelle. Toutefois, cette colère confirme le ras-le bol des Gomatrasiens sur la dégradation de leur système financier et surtout le risque de plus en plus important qui pèse sur l'épargne populaire.

À l'origine, le mouvement visait à dénoncer « la complaisance de la BCC dans la faillite d'une banque et d'institutions de micro-finance de la province ». Actuellement, les institutions du système financier décentralisé opèrent essentiellement à Kinshasa, au Nord-Kivu et au Sud-Kivu. Les trois provinces regroupent environ 73 % des institutions agréées et 93 % du total bilantaire de l'ensemble du secteur de la micro-finance depuis 2014. Dès lors, l'on comprend l'intérêt de porter une attention particulière sur l'évolution de la situation financière de Goma, une ville stratégique dans le dispositif financier du pays.

En termes d'acquis, la BCC a été contrainte de mener une opération d'assainissement en fermant certaines grandes coopératives qui ne respectent pas les normes prudentielles. Beaucoup d'analystes financiers ont adhéré à l'analyse de l'autorité monétaire en appuyant totalement le contrôle rigoureux du secteur pour

empêcher que l'argent se retrouve entre les mains des promoteurs véreux. Certaines mesures de la BCC ont concerné particulièrement le renforcement de la gouvernance lors de l'agrément dans le secteur financier. C'est d'ailleurs le grand problème du secteur financier à l'intérieur du pays et même à Kinshasa où certaines banques fonctionnent actuellement sous la tutelle administrative de la BCC. Par rapport aux institutions de micro-finance de manière spécifique, il s'est posé le défi de leur exiger d'augmenter leur capital minimum. Quant aux coopératives d'épargne et de crédit plus actives dans les trois provinces précitées, il y a eu des mesures urgentes visant le renforcement de la qualité des administrateurs et la mise en place des filets de protection tels l'assurance dépôt. Par ailleurs, la BCC a renforcé les mesures d'agrément et la surveillance des institutions financières.

Goma a manifesté une fois de plus sa colère face à l'incertitude. Les enjeux sont énormes car cette province compte les opérateurs économiques parmi les plus actifs du pays. L'on y compte également un nombre important de PME en quête de financement pour s'agrandir, même si beaucoup parmi elles évoluent en dehors du cadre formel. Par ailleurs, la menace sécuritaire contribue déjà à plomber les activités financières sur l'étendue du territoire de la province. Avec la menace financière, c'est le risque qui augmente dans la province et complique davantage l'accès au crédit auprès des institutions financières du pays. D'aucuns jugent utiles d'organiser des journées de réflexion sur les solutions durables de sécurisation de l'épargne populaire dans l'Est du pays.

Laurent Essolomwa

POLITIQUE

L'UPCO prête pour les échéances électorales prochaines

Avec le lancement de sa cellule électorale hier à l'hôtel Africana Palace par sa présidente Mme Lyska Abayuwé, l'Union pour le Peuple Congolais (UPCO), parti allié à la majorité présidentielle se lance dans la course électorale et cela à tous les niveaux national, provincial et local.

La présidente de l'UPCO qui a officiellement installé les membres qui doivent animer cette cellule les a appelés à la mobilisation des électeurs. « Vous avez la charge de bien travailler pour que nous puissions gagner les élections. Si nous perdons les élections, vous en serez responsables... ». La cellule électorale de l'UPCO est composée d'un coordonnateur en la personne de la présidente du parti, d'un rapporteur, d'un rapporteur adjoint, d'un secrétaire, d'un questeur, de quatre collègues à savoir la communication, la formation et la sensibilisation, le processus électoral et questions juridiques et de la logistique.

Pour la présidente de l'UPCO, la cellule électorale devra produire un programme des élections ; mettre en place des stratégies de sensibilisation des électeurs, coordonner la liste des candidats de l'UPCO en accord avec celle de la majorité présidentielle; présenter la liste des observateurs à déployer dans les bureaux de vote et mobiliser les ressources nécessaires susceptibles de remporter le scrutin électoral à tous les niveaux. L'UPCO qui a l'ambition d'obtenir le pouvoir politique par la voie des urnes et le conserver le plus longtemps possible comme l'a fait savoir Lyska Abayuwé devra mettre les bouchées doubles pour s'installer sur toute



Le staff dirigeant de l'UPCO

l'étendue du territoire national. A cette pré-occupation, la présidente de l'UPCO rassure : « s'agissant de l'implantation du parti dans les coins de la République non encore conquis, des stratégies de haute facture seront arrêtées pour la réussite de cette grande opération qui devra continuer son bonhomme de chemin ; il s'agira de faire d'une pierre deux coups pour aboutir mordicus à la visibilité de l'UPCO sur toute l'étendue du territoire national ». Le secrétaire général Franck Kabango a rappelé que le lancement de la cellule électorale de l'UPCO s'inscrit dans le cadre de l'appel lancé par le secrétaire général de la Majorité présidentielle lors de l'installation le 9 janvier 2017 de la centrale électorale de la Majorité présidentielle demandant à chaque parti politique, membre de cette majorité présidentielle de constituer en son sein une cellule de cette centrale électorale pour la bonne préparation des élections générales

Aline Nzuzi

SELEMBAO

Freddy Kita entretient sa base sur les différentes questions du moment

Le secrétaire général de la Démocratie chrétienne (DC) et l'un des huit membres vivants du Comité de sages du Rassemblement explique à l'assemblée présente dans cette salle, la situation du pays, au sein du rassemblement ainsi que sa rencontre avec le Premier ministre Bruno Tshibala, pour laquelle il est mal vu par certains membres de ce parti.



La salle, accueillant Freddy Kita photo Adiac.

Lors d'une matinée politique tenue le 20 avril 2017 dans la salle PM dans la commune de Bumbu, le secrétaire général de la Démocratie chrétienne et l'un des huit membres vivants du Comité de sages du Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement (Rassop), Freddy Kita, a déploré la confusion créée au sein de cette plate-forme politique par certains politiciens. À l'en croire, la restructuration de ce regroupement politique est une fraude visant à le transformer à une plate-forme électorale au bénéfice de l'ex-gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi. « Après la mort d'Etienne Tshisekedi, un groupe de personne a confectionné des faux documents, pour restructurer le Rassop. Et, dans leur sale besogne, il n'ont tenu à associer aucun signataire de

l'acte de Genval, qui a créé cette plate-forme, et qui sont, de droit, membres du Conseil de sages », a expliqué Freddy Kita.

S'attaquant à l'actuel président de cette plate-forme, Pierre Lumbi, le secrétaire général de la DC a insisté sur le mécontentement des membres signataires de l'acte fondateur du Rassop, qui refusent, selon lui, de transformer cette structure leur léguée par feu Etienne Tshisekedi à une plate-forme électorale au bénéfice de l'ex-gouverneur du Katanga. Pour Freddy Kita, en effet, le président du Rassop doit être un signataire de l'acte créant cette structure et membre du comité de sages.

Il regrette, par ailleurs, que soit exclue de cette plate-forme et accusée de trahison, toute personne qui dénoncerait la gestion de cette plate-forme, notamment en rapport avec l'argent distribué par Moïse Katumbi.

Bruno Tshibala est un compagnon de lutte
Abordant la question de sa rencontre avec l'actuel Premier ministre Bruno Tshibala, qui a conduit à son éviction de son poste dans le parti d'Eugène Diomi Ndongala, Freddy Kita continue à soutenir que sa présence à la Cité de l'Union africaine était conforme aux injonctions de la hiérarchie de leur parti, à qui un compte-rendu avait été fait après cette rencontre. Appelant sa base à faire attention à l'intox, le secrétaire général de la DC se dit toujours serein. « Freddy Kita ne se reproche de rien. Vous connaissez mon combat aux côtés de notre président national Eugène Diomi et les risques que j'ai pris pour la DC », a-t-il dit à ces centaines des personnes présentes dans la salle.

Lucien Dianzenza

ENRÔLEMENT DES ÉLECTEURS

La Monusco a déployé 3.900 tonnes de matériel électoral

La dernière rotation est intervenue avec un dernier lot des kits destinés au territoire de Kasongo Lunda, dans la province du Kwango.

La Mission onusienne en RDC vient d'achever l'acheminement par voie aérienne du matériel électoral vers les zones particulièrement difficiles d'accès tel que l'avait sollicité la Commission électorale nationale indépendante (Céni). C'est en tout cas ce qu'a annoncé le 19 avril dernier la coordinatrice de communication du système onusien en RDC au cours du pont de presse hebdomadaire de l'ONU. La dernière rotation est celle qui était en cours d'accomplissement entre Kinshasa et Kasongo Lunda dans la province du Kwango. Un hélicoptère de la Monusco était chargé d'acheminer des kits électoraux destinés à cette entité en soutien à la révision électorale actuellement en cours sur le territoire national. C'est avec une pointe de satisfaction que Florence Marchal a annoncé la clôture par la Monusco du transport du matériel affecté à la révision du

fichier électoral. Au total, a-t-elle indiqué, la Mission onusienne en RDC a déployé, partant de Kinshasa vers quinze centres et 107 antennes d'accès difficile, 3.900 tonnes de matériel électoral sur l'ensemble du territoire national. Ce matériel est composé essentiellement des kits bureautiques, des kits d'enregistrements, des cartes d'électeurs et des générateurs pour pallier éventuellement le déficit récurrent d'électricité. Des avions cargos ont été affrétés spécialement par la Monusco ainsi que des hélicoptères pour assurer cette mission dont dépend la réussite du processus d'enrôlement, gages d'organisation de bonnes élections.

Pour la Monusco, c'est une satisfaction supplémentaire que de voir la RDC s'acheminer lentement mais sûrement vers la tenue du troisième cycle électoral après les élections de 2006 et 2011. Autant pour les précédentes que pour les élections en vue, la contribution de la Monusco est plus que déterminante dans l'appui matériel et logistique apporté à la Céni.

Alain Diasso

DIVISION 1/PLAY-OFF

Renaissance du Congo tient tête à l'ogre Mazembe à Kinshasa

Récemment qualifié pour la phase des poules de la Coupe de la Confédération, le TP Mazembe bénéficiait de la faveur des pronostiques face au FC Renaissance du Congo, même si la rencontre avait été programmée à Kinshasa. Mais au finish, les deux équipes se sont renvoyées dos à dos, par un but partout.

Le FC Renaissance du Congo a imposé un match nul d'un but partout à l'ogre du football national, le TP Mazembe, le jeudi 20 avril 2017 au stade des Martyrs de Kinshasa, en match de la quatrième journée du Play-Off de la 22^e édition du championnat national de football. Pour cette rencontre, le coach Pamphile Mihayo Kazembe, récemment confirmé entraîneur principal du TP Mazembe, a placé le portier international ivoirien Sylvain Gbohhouo dans les perches. En défense, on a retrouvé, Kevin Mondeko, Salif Coulibaly, Issama Mpeko, Miché Mika (remplacé par Deo Kanda), Kalaba, Trésor Mputu, Ben Malango (remplacé par Patou Kabangu), Meschak Elia (remplacé par Adama Traoré). Du côté de Renaissance du Congo, le technicien ivoirien François Guehi Mouguehi a titularisé Guy-Serge Mukumi dans les buts, et dans le champ Christian Ngimbi, Djuma Shabana, Silva Wanderley, Ayuk Taku (remplacé par Kazadi Okito), Jésus Muloko, Mukoko Lenga, Roddy Manga Dianzenza alias Sissoko (remplacé par Da Silva Morales), etc.

Mazembe a rapidement mené au score dès la 9^e minute sur un but de l'expérimenté Trésor Mputu qui a déjoué la vigilance de la défense des Renais. Mais les poulains de l'entraîneur François Guehi ont pris le jeu à leur compte, monopolisant le cuir au milieu de terrain. Et sur une lourde frappe de plus de 30 mètres, le latéral gauche international

Christian Ngimbi a trompé le portier ivoirien Sylvain Gbohhouo, un peu perdu par la trajectoire du ballon.

À la fin de la première période, les deux ont été à égalité d'un but partout. Au retour des vestiaires, Mazembe a multiplié des assauts devant la cage gardée par Guy-Serge Mukumi. Rainford Kalaba, Deo Kanda, et les autres ont tous manqué de réussite même lorsque la défense de Renaissance du Congo ne pouvait par moment plus suivre le rythme de la partie. Mais au finish, un but partout, un résultat important, face à un ogre du football national, pour ce



Renaissance du Congo et Mazembe à Kinshasa

jeune club fondé en 2014 d'un schisme avec le Daring Club Motema Pembe et qui fait du chemin, tenant tête aux « grands clubs » du pays, et qui fait bouger les lignes pour se créer un espace dans la cour du grand du football national.

On note qu'avec ce match nul, Renaissance du Congo rejoint l'AS V.Club en deuxième position au classement provisoire avec cinq points, alors que le fauteuil du leader est occupé par le Daring Club Motema Pembe avec sept points glanés. Le TP Mazembe joue pour sa part son deuxième match du Play-Off et n'a pu engranger que deux points. Le TPM, qui vient de se qualifier pour la phase des groupes de la Coupe de la Confédération aux dépens de la Jeunesse sportive de Kabylie d'Algérie, joue son troisième du Play-Off contre Bukavu Dawa au stade de la Concorde de la commune de Kadutu à Bukavu dans la province du Sud-Kivu.

Martin Engimo

INFRASTRUCTURE

Le bâtiment du Cercle africain sera bientôt transformé en musée

La cérémonie de pose de la première pierre des travaux de réhabilitation et de modernisation du bâtiment historique abritant l'ancien Cercle africain en vue de le transformer en musée et en espace polyvalent s'est déroulée ce 20 avril sous le patronage du ministre des Hydrocarbures, Jean Marc Tchystère Tchicaya.

Le projet initié par le Conseil départemental et municipal de la ville de Pointe-Noire est financé par les sociétés pétrolières Total E&P Congo et Eni Congo, l'Etat congolais assurant la maîtrise d'ouvrage délégué. La cérémonie s'est déroulée en présence de Mireille Opa, représentant le ministre de la Culture et des arts, de Lorenzo Fiorilo, directeur général d'Eni Congo et d'Alain Brice Boumpoutou, directeur général adjoint de Total E&P Congo.

Haut lieu de rencontre, de partage, d'échange et d'expression de l'élite africaine avant l'accession du Congo à l'indépendance, le bâtiment de l'ancien cercle africain, situé au quartier SIC Tchitchele dans le 1^{er} arrondissement Eméry Patrice Lumumba, a été construit en 1950. Jadis prestigieux, il est tombé en ruine à la fin de la décennie des années 80 après avoir, tour à tour, servi de tribunal d'instance et de carrefour d'expression culturelle et artistique.



Jean Marc Tchystère posant la première pierre des travaux de réhabilitation du bâtiment du cercle africain / photo Adiac

Conscient de la valeur de ce patrimoine historique, le conseil départemental et municipal a pu acquérir l'édifice auprès de l'association «Le cercle africain» et initié le projet devant permettre de le réhabiliter en vue de le préserver et de le valoriser par sa transformation en musée et en espace polyvalent. «Soucieux de commémorer la mémoire de la première élite panafricaine engagée dans la lutte d'émancipation des peuples, de transmettre aux générations

futures l'histoire de Pointe-Noire et de valoriser la culture, le conseil de notre ville a décidé en 2012, après délibération, d'acquiescer ce bâtiment», a expliqué Roland Bouiti Viaudo, président dudit conseil.

La réalisation de ce projet entre dans le cadre du partage de production, un accord particulier relatif aux projets sociaux associés aux permis Loango 2 et Zatchi 2 signé entre l'Etat congolais, Total E&P Congo et Eni Congo qui en est le maître d'ouvrage

délégué par le gouvernement. Il ressort de la présentation dudit projet faite par Yvon Dienita Nkoukou, chef de division initiatives communautaires et territoires d'Eni Congo que les travaux permettront la construction d'un bâtiment principal (constitué d'un central modulaire, un espace scénique, d'un espace musée permanent, des bureaux, une terrasse un box sanitaire...) qui sera livré avec un ameublement et un équipement, d'un bâtiment annexe (salle de ciné, local technique, groupe électrogène et autres) et les aménagements extérieurs (espace d'exposition, forage d'eau, parking pour véhicule, aménagement des voiries...).

Les travaux dont le coût est estimé à environ cinq cent millions (500.000.000) de Francs CFA dureront 12 mois et vont être exécutés par l'entreprise MBTP. L'objectif du projet, a souligné Yvon Dienita Nkoukou, est d'offrir aux populations de Pointe-Noire et particulièrement à sa jeunesse, un cadre et un espace de rencontre, d'échange, de repères sur l'histoire et le passé afin de mieux projeter le futur.

La ville de Pointe-Noire va être enfin dotée d'un musée grâce à la réalisation de ce projet qui est devenu aujourd'hui une réalité. La cérémonie s'est achevée par une visite du bâtiment en état de délabrement.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

DROITS DE L'HOMME

Les ONG s'investissent en vue d'améliorer l'univers carcéral au Congo

Le Consortium panafricain des droits de l'homme et de la lutte contre la toxicomanie (CPDHLT) en collaboration avec les ONG et associations partenaires défendant des droits de l'homme a entrepris le 18 avril le monitoring des lieux de détention de Pointe-Noire. Jérôme Magnokou, directeur départemental des droits humains et des libertés fondamentales de Pointe-Noire et les agents de la force publique ont pris part à l'activité.



La délégation qui a visité les lieux de détention crédit photo «Adiac»

Cette activité s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Projet «Mandat» sur la promotion de lutte contre la torture dans le département de Pointe-Noire. Agir ensemble pour les droits de l'homme (AEDH), une ONG française, est porteuse du Projet qui bénéficie de l'appui financier de l'Union européenne. Ce projet, qui va durer douze mois, vise l'amélioration des conditions de vie des citoyens en détention.

Ainsi, les représentants de la Maison d'arrêt de Pointe-Noire ; du commissariat central de Pointe-Noire ; de la gendarmerie ; de l'église catholique ; du tribunal de Grande instance de Pointe-Noire ; de l'association de défense des droits des consommateurs et des ONG partenaires ont visité les lieux de détention de Pointe-Noire pour se rendre compte des conditions d'incarcération et de détention des citoyens afin de faire le cas échéant un plaidoyer à l'endroit des autorités compétentes pour une éventuelle amélioration desdites conditions.

Au commissariat central comme au commissariat de l'arrondissement 1 Lumumba, la délégation a déploré les mauvaises conditions d'hygiène dans les geôles, la surpopulation carcérale, la vétusté des lieux de détention, les problèmes de nutrition des détenus...

Le monitoring trimestriel dans les lieux de détention, les ateliers de formation à l'endroit des agents de la Maison d'arrêt et de la Force publique ainsi que l'accompagnement juridique des victimes de la torture et l'animation d'un service d'accueil des victimes de la torture prévus pendant les douze mois du projet vise l'amélioration de l'univers carcéral au Congo mais aussi la recherche des solutions contre la torture, les arrestations arbitraires, les traitements cruels, inhumains et dégradants à l'endroit des citoyens.

Hervé Brice Mampouya

MUSIQUE

Zulu Bad chante en hommage à Papa Wemba

Le 24 avril 2016, Papa Wémba décédait sur scène, lors du Festival des Musiques Urbaines d'Anoumabo (Femua) dans la métropole ivoirienne. Une année après sa mort, Zulu Bad et son groupe JBC Musique décident de lui rendre hommage à travers un concert qui sera livré le 24 avril à l'esplanade de la DRTV, dans la ville de Pointe-Noire.

Dans le monde de la musique, le nom de Papa wemba est une référence, chanteur et auteur-compositeur à plus d'un titre, il est considéré comme étant le roi de la Rumba congolaise. Outre son génie musical, il a marqué l'histoire de son pays, mais également de tout un continent à travers son style vestimentaire, ce qui lui a valu le surnom de roi de la Sape.

Le 24 avril 2016, Jules Shungu Wembadio Pene Kikumba, de son nom d'artiste Papa Wemba quittait le monde des vivants, micro à la main alors qu'il était sur scène au Festival des Musiques Urbaines d'Anoumabo (Femua), qui se tient en côte d'Ivoire.

Cette date triste est restée à jamais gravée dans la mémoire des fans et des artistes. Zulu Bad et son groupe ont décidé de rendre hommage à cette icône de la musique africaine à travers un concert émouvant et intense qu'ils vont livrer ce 24 avril, en début de semaine, à l'esplanade de la DRTV.

Papa Wemba avait une voix angélique et il jouissait d'une très grande popularité dans la ville océane, bien plus que partout ailleurs dans le monde. C'est donc avec beaucoup de fierté que Zulu

Bad et son groupe JBC Musica vont livrer ce spectacle.

Pendant ce spectacle, Zulu Bad et son groupe vont revisiter le répertoire de Papa Wemba, tout en donnant une couleur particulière à ses chansons. La douceur des voix du cœur du groupe JBC Musica va amener à ce spectacle une touche remarquable, tant par la qualité de son approche artistique que



Photo: une image de Papa Wemba / crédit photo «DR»

par l'engagement et la justesse de son interprétation.

En effet, Zulu Bad veut faire perdurer la mémoire de Papa Wemba à travers ce concert qui va se dérouler dans une ambiance chargée d'émotion. Le concert s'annonce déjà étincellent et le public va très rapidement dès l'entame, prendre la mesure du travail de préparation fourni par Zulu Bad et son groupe. Rappelons que Papa Wemba est un artiste qui a influencé la musique africaine des quatre dernières décennies. Un concert en hommage à ce grand artiste, hélas disparu trop tôt l'année dernière, s'impose. Pour donner de la couleur à cet événement, les sapeurs de la ville océane ont été invités à se joindre à la manifestation.

Hugues Prosper Mabonzo

HUMEUR

Quand les préjugés renseignent mal sur autrui !

Il arrive que certaines personnes se trompent grossièrement quand elles sont appelées à parler d'autrui. Et le plus souvent ces idées fausses sont dues à de nombreux préjugés que les uns ont sur les autres. Et ces idées préconçues, disons-le, peuvent conduire à la diabolisation de l'autre voire même à un rejet catégorique non fondé ou arbitraire qui ne se repose sur aucun élément objectif.

Ces choses, on les voit en politique surtout lors des campagnes électorales, où certains candidats aux législatives ou aux locales font fi des arguments électoralistes pour déverser sur le « parlé mauvais » des autres en se basant sur des préjugés. « Attention, mon challenger qui sollicite vos voix pour vous représenter à la chambre basse est ceci ou cela », sont là des préjugés qui reviennent toujours et qui conduisent surtout à la « satanisation » et à la diabolisation d'autrui. A dire vrai, on donne à autrui les attributions qui ne sont pas réelles.

En réalité, comme disent les psychologues de la relation, mieux vaut se rapprocher de l'autre pour chercher à le connaître que d'avoir des idées dites arrêtées ou des stéréotypes sur lui, car affirment ces psychologues, « 7% seulement de la communication passe par les mots, 38% passe par l'intonation de la voix et 55% relève du langage du corps », d'où évitons de préconiser les idées préconçues si l'on veut parler de l'autre ou si l'on veut connaître autrui. Encore que, pourquoi parler mal de l'autre si l'on ne le connaît pas bien.

Ce comportement est aussi perceptible dans certaines administrations où des groupuscules se constituent volontairement ou involontairement pour donner des avis souvent négatifs sur les autres, alors qu'ils n'en ont pas des éléments d'appréciation sur la personnalité des autres. Ces gens-là se servent parfois des idées subjectives reçues ici et là et qui n'ont rien avoir avec ce que sont réellement les gens qu'ils qualifient. « Oh ! c'est un sournois, c'est un méchant homme, c'est un mauvais... »

Pourquoi devrions-nous écarter des idées arbitraires ou des préjugés quand nous voudrions parler des autres ? Tout simplement parce que l'être humain est capable de dissimuler sa vraie nature et ensuite il n'est toujours pas ce que nous pensons l'imaginer, car nos constructions mentales sur autrui si nous l'avions pas encore approché sont rarement justes. Tenez, ainsi il n'est pas rare d'entendre telle ou telle personne reçue par telle ou telle personnalité dire à la faveur d'une interview que : « C'est une autre personne que je viens de découvrir... elle est gentille et très ouverte ».

Ceci étant, il est clair que tout le monde devrait éviter de parler en mal de tout le monde en se basant sur les préjugés qui sont le plus souvent erronés. Alors pourquoi ne cherchons-nous pas à connaître autrui en se rapprochant de lui pour mieux l'apprécier.

Faustin Akono

ENVIRONNEMENT

Journée mondiale de la terre méconnue par certains ponténégrins

Le monde célèbre chaque 22 avril, la journée mondiale de la terre. Au fil des éditions, le jour de la terre, désormais prénommé « Journée internationale de la terre nourricière » est progressivement devenu le principal événement écologiste de la planète, mais malheureusement quand certains ponténégrins sont interrogés sur cette date, ils semblent l'ignorer.

À la question suivante : « Aviez-vous une idée sur la Journée mondiale de la terre ? »

Ossebi Blandine et Blanche Goma, toutes deux habitant respectivement les quartiers la Base et OCH à Pointe-Noire, répondent : « Nous connaissons plus la journée mondiale de l'environnement qui se célèbre le 5 juin de chaque année. Et au cours de celle-ci, des équipes de campagne passent dans certains marchés et autres lieux publics pour sensibiliser la population aux questions écologiques et à la nécessité de rendre l'environnement immédiat sain pour éviter toute sorte de maladie. Et quant à la journée mondiale de la terre, nous n'avons pas assez d'informations là-dessus ».

Or cette journée est aujourd'hui connue comme un événement environnemental le plus important, d'où la nécessité de la vulgariser par ceux ou celles qui en ont la responsabilité. Fondée par le sénateur américain Gaylord Nelson, cette journée a été célébrée pour la première fois en 1970 aux Etats-Unis. Son fondateur souhaitait voir les étudiants et autres intellectuels mettre sur pied des projets de sensibilisation à l'environnement dans leurs communautés. Ainsi la terre doit être protégée car elle est en danger permanent. Les récents récits sur la terre révèlent que lors d'une édition relative à la célébration de ladite journée, la Nasa avait publié des clichés des mêmes zones du globe, à plusieurs décennies d'intervalle pour témoi-

gner des effets du réchauffement climatique. Dans la même optique et lors de la dernière journée de la terre en date, les Nations unies n'ont pas manqué de rappeler l'importance des arbres, élément central de la biodiversité qui, quand ils ne fournissent pas d'énergie, peuvent aussi être des sources de revenus en étant raisonnablement exploités. D'où l'année précédente, la journée de la terre célébrait les espèces protégées.



<Sans données à partir du lien>

Notre planète en danger

Le 30 mars 2005, l'Unesco publiait la première évaluation des écologistes pour le millénaire, un rapport accablant sur l'impact de l'homme sur la planète. Au cours des dernières années, les activités humaines ont modifié les écosystèmes pour satisfaire une demande croissante de nourriture, d'eau douce, de bois, de fibre et d'énergie et autres. Et si l'on ne prend garde, la terre pourrait être soumise à une dégradation irréversible aux conséquences désastreuses et cela aurait sans doute un impact fort sur la vie humaine.

Notons tout de même que le Sommet de la terre, autre événement fondateur organisé à Rio en 1992 et ancêtre des conférences de Kyoto ou de la COP21 (où il avait été signé l'Accord de Paris sur le changement climatique), devrait beaucoup, lui aussi, à ce 22 avril. Les espoirs sont donc permis, car l'homme n'est pas sans résolutions devant ces changements climatiques.

Faustin Akono

CHAMBRE DE COMMERCE

Lancement officiel de la convention d'affaires Lisanga

Le lancement de la première édition de ce grand rendez-vous économique international a eu lieu le 19 avril au cours d'une conférence de presse animée par Sylvestre Didier Mavouenzela, président de la chambre consulaire, organisatrice de l'évènement qui se déroulera du 12 au 14 juin dans la ville océane.

Permettre aux dirigeants et responsables des entreprises congolaises de rencontrer et échanger sur leurs besoins et surtout tisser des liens avec les entreprises étrangères, c'est l'objectif que s'est fixé la Chambre de commerce, d'industrie, d'agriculture et des métiers (CCIAM) de Pointe-Noire en organisant cette convention ouverte aux entreprises d'Afrique, d'Europe et d'ailleurs.

Au cours de la conférence de presse Sylvestre Didier Mavouenzela a précisé les conditions d'inscription. L'évènement est ouvert aux entreprises ayant : au moins trois années d'activités, une équipe constituée d'au moins 10 salariés permanents, un chiffre d'affaires d'au moins 100 millions de Francs CFA. Celles-ci peuvent être représentées par leurs dirigeants ou cadres salariés. Plus de 50 entreprises se sont déjà inscrites. Les inscriptions se font uniquement en ligne sur le site de Lisanga (www.lisanga.net) où sont logées toutes les informations y relatives. La manifestation se déroulera en français et la possibilité est donnée aux personnes qui le souhaitent de recourir aux services d'un interprète.



Une vue de la salle lors de la conférence de presse / crédit photo Adiac

Visites, entre autres, de la Zone économique spéciale et du Port autonome de Pointe-Noire, séances plénières sur les opportunités d'investissement au Congo, exposé sur l'espace Ohada et surtout rencontres Be to Be, figurent au programme de l'évènement. La participation d'un grand nombre d'entreprises congolaises est vraiment souhaitée car le but, a insisté le président du CCIAM, est de susciter les partenariats pour travailler avec les grandes entreprises de la place, susciter des partenariats entre les entreprises congolaises et étrangères pour bénéficier des opportunités qu'offre le pays. « Nous attendons 200 participants et nous souhaitons avoir au moins 60 entreprises congolaises ».

Avec la création de Lisanga, la chambre de commerce de Pointe-Noire aura doréna-

vant deux grands événements à organiser. En effet, cette convention s'ajoute au Forum international green business (FIGB) qui se tenait chaque année dans la ville océane. Les deux événements vont alterner tous les deux ans. Ainsi, la 8e édition du FIGB aura finalement lieu en 2018 pour permettre la tenue de la convention cette année.

D'après les explications de Sylvestre Didier Mavouenzela, la convention Lisanga est le résultat de l'expérience acquise au green business : « Les missions d'évaluation des forums ont révélé que les entreprises avaient plus besoin de faire du business donc de participer aux rencontres Be to Be. D'où notre initiative de créer Lisanga ». Cette convention est aussi une réponse à la situation économique actuelle, a-t-il indi-

qué : « Avant c'est l'Etat qui était le grand donneur d'ordres. Mais aujourd'hui avec la crise il a vu ses ressources se réduire, ce qui a entraîné une rareté des marchés publics. Il nous faut donc regarder là où se trouvent les autres relais de croissance comme la sous-traitance. Nous voulons que les entreprises congolaises bénéficient d'une part des marchés des grands donneurs d'ordres industriels et surtout nous pensons que les entreprises congolaises vont se mobiliser pour rencontrer les grandes entreprises étrangères à la convention d'affaires ».

Donnons les raisons du choix du nom de la convention, il a expliqué que cela est dû au fait que Lisanga, mot en langue lingala qui veut dire «se réunir pour avancer ensemble» épouse bien la vision qu'a la CCIAM de la convention qui entend rassembler les entreprises de diverses horizons pour partager l'expérience et progresser ensemble.

Notons que dans le cadre de l'organisation de cet événement, la CCIAM dispose des relais au niveau de la France, de la Côte-d'Ivoire, de la RDC et du Cameroun. Il s'agit notamment de certaines chambres consulaires de ces pays.

Au terme de la conférence de presse, Sylvestre Didier Mavouenzela a souhaité que Lisanga ne soit pas seulement pour la chambre de commerce mais pour tout le Congo car grâce à elle, la ville de Pointe-Noire et le pays sont mis en avant.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

FOOTBALL

Les arbitres de Brazzaville se regroupent en Amical



Les membres de l'Acab (DR)

L'Amical club des arbitres de Brazzaville (Acab) vient d'être mis en place de manière officielle. Plus d'une vingtaine d'arbitres de la ville capitale sont membres de la structure. L'Acab a une vocation beaucoup plus sociale puisque l'un des objectifs est de sauvegarder l'union entre arbitres, d'apporter assistance aux uns et aux autres... Selon les textes qui régulent le fonctionnement de l'Amical, les membres du bureau exécutif se réuniront chaque premier dimanche du mois. « Je suis satisfait de la mise en place de cette structure qui va davantage raffermir les liens entre nous. Dans notre fonctionnement, nous ferons également de notre mieux pour encourager les jeunes qui veulent se lancer dans le métier d'arbitre de ne pas hésiter », a déclaré le président de l'Acab, Rodrigue Pierre Mavoungou, Crigo pour les intimes.

Un bureau exécutif de dix membres, conduit par Rodrigue Pierre Mavoungou, dirigera l'Acab. Dans ce bureau Messie Jessie Nkounkou est le premier vice-président, Sylvain Bilembi en est le deuxième vice-président tandis que Prefina Malanda est secrétaire général avec pour adjoint Ruth Bilembi. Bertin Mansaba est, quant à lui, trésorier général avec pour adjoint Anders Ngoubili. Aimé Ganguia, Clint Bisseyou, Agnes Ngoma et Jean Nguiene sont de la sous-commission contrôle et vérification.

Rominique Nerplat Makaya

ARRÊT SUR IMAGE



Conteneur(2)

Des dizaines de véhicules sont à l'arrêt sur la deuxième sortie nord de Brazzaville crevassée et ensablée à hauteur de l'école de Ngamakosso. La pluie d'hier a ajouté aux difficultés des usagers. À droite le conteneur toujours pas dégagé tombé lors d'un accident qui a fait des morts et des blessés, il y a quelques années.

RÉFLEXION

Europe : rien n'est encore vraiment joué

Alors que tous les regards se portent sur la France, où se jouera une partie de poker décisive dans les deux semaines à venir avec l'élection d'un président de la République qui devra gérer des dossiers d'une extrême complexité, le diagnostic négatif que le monde portait sur la vieille Europe tend de façon paradoxale à s'inverser.

Anticipant les événements à venir les analystes, mais aussi les principaux acteurs de la scène diplomatique tirent, en effet, les conclusions suivantes de la combinaison du Brexit britannique, des postures adoptées par les principaux candidats durant la campagne électorale en France, des positions prises récemment par l'Allemagne sur l'avenir de l'Europe, mais aussi du revirement opéré par le nouveau président américain Donald Trump à l'égard de l'Alliance Atlantique :

1) L'Union Européenne va devoir se réformer en profondeur très rapidement. Si elle ne le fait pas l'édifice institutionnel qu'elle a construit trop vite ces trente dernières années se lé-

zardera et finira par s'effondrer. Qu'ils le veuillent ou non ses dirigeants sont contraints de revenir aux principes fondamentaux énoncés par les « Pères de l'Europe » au sortir de la deuxième guerre mondiale : création d'une communauté limitée dans l'espace géographique, mise en commun progressive des moyens de défense nécessaires pour sécuriser et stabiliser durablement cette zone géopolitique où sont nés les plus graves conflits mondiaux, définition de règles de gouvernance économique qui garantissent la stabilité et le progrès, coordination des diplomaties nationales et ouverture sur le monde.

2) Pour y parvenir dans un délai raisonnable les dirigeants européens seront contraints, qu'ils le veuillent ou non, de revenir à la politique dite de l'« Europe à deux vitesses » qui consistait à instaurer un noyau dur autour de l'Allemagne, de la France, de l'Espagne, de l'Italie, de la Belgique, des Pays-Bas. En y maintenant le Portugal, le Danemark, la Grèce ce noyau dur pourrait progresser rapidement sur la voie de l'intégration économique et, surtout, de l'union politique

tout en entretenant des relations étroites avec les pays nordiques et les nations de l'ex-empire soviétique (Pologne, Roumanie, Bulgarie, Hongrie, ex-Yougoslavie, République Tchèque, Ukraine, Slovaquie, Albanie) que l'Union Européenne commit l'erreur d'attirer plus ou moins vers elle après l'implosion de l'URSS.

3) Au cœur des réformes qui devront être faites dans l'édifice construit non sans peine à Bruxelles figurera en bonne place la réorganisation de la puissante machine technocratique que les Français, les Allemands, les Anglais ont laissé se constituer au fil du temps sans en anticiper les effets négatifs. Etant pour une large part à l'origine du choix du Brexit par les électeurs britanniques ces administrations, totalement déconnectées du réel parce que vivant dans un vase clos, sont aujourd'hui perçues par les Européens en général et tout particulièrement par leurs élus qui siègent au Parlement de Strasbourg comme responsables du désordre qui gagne l'Union. Le temps leur est donc compté.

Il est bien sûr difficile, pour ne pas

dire impossible, de prévoir quelle forme prendra, dans les mois à venir, la remise en ordre de la Vieille Europe dessinée ici à grands traits caricaturaux, probablement proches cependant de la réalité. Mais tout indique aujourd'hui que l'Union Européenne devra ou bien se réformer de l'intérieur, ou bien disparaître de la scène internationale avec tous les risques que cela comporterait pour la paix mondiale. Alors, en effet, que les rapports de force changent fondamentalement à l'échelle planétaire avec la résurgence de la Russie, l'affirmation de la Chine et l'émergence du Tiers-Monde, l'Europe ne peut plus continuer sur la voie où elle s'est engagée au lendemain de l'implosion de l'Union soviétique. S'y résigner ferait ressurgir très certainement les démons qui dressèrent l'une contre l'autre l'Allemagne et la France dans les siècles précédents.

Rien n'est encore joué, mais il est plus que probable que les cartes vont être redistribuées très vite sur la table de jeu du Vieux continent.

Jean-Paul Pigasse